

doc
CA1
EA533
95P03
FRE

DOCUMENT DU GROUPE DES POLITIQUES

Department of Foreign Affairs
and International Trade



Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

CANADA

L'intégration économique des pays de l'Asie du Nord : réalité ou illusion?

Stephen Lavergne

Analyste

**Direction des politiques
économique et commerciale (CPE)**

Groupe des politiques

MARS 1995

95/03

SP57F

Les documents du Groupe des politiques ont pour objet d'encourager, parmi les responsables de la politique étrangère, les échanges sur les tendances et les questions internationales. Les opinions exprimées dans ces documents ne sont pas nécessairement celles du gouvernement du Canada.

Prière d'adresser vos observations et vos questions concernant le présent document au Groupe des politiques (CPB), Affaires étrangères et Commerce international, 125, promenade Sussex, Ottawa (Ontario) K1A 0G2 [Tél. : (613) 944-0367; télécopieur : (613) 944-0375]. On peut obtenir des copies de ce document en faisant la demande à InfoCentre (BPTE) du Ministère [1-800-267-8376; région outaouaise tel: (613) 944-4000; télécopieur : (613) 996-9709], en mentionnant le code SP57F.

An english version of the Paper is also available.

DEC 12 1995

**L'intégration économique des pays de l'Asie du Nord :
réalité ou illusion?**

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

Résumé	4
Executive Summary	7
1. Introduction	10
2. Stratégies économiques nationales et performance économique en Asie du Nord	13
2.1 Japon	16
2.2 Corée	18
2.3 Taiwan	20
2.4 Hong Kong	22
2.5 Chine	24
2.6 Russie/AUS	27
3. Institutions régionales et programmes d'intégration	30
4. Évolution du commerce et de l'investissement en Asie du Nord	32
4.1 Évolution du commerce	34
• Commerce avec la Russie et l'AUS	41
4.2 Intensité du commerce intrarégional	42
4.3 Évolution de l'investissement	44
4.4 Intégration infrarégionale	49
5. Facteurs limitant l'intégration	51
5.1 Japon	51
5.2 Corée	54
5.3 Taiwan	55
5.4 Hong Kong	56
5.5 Chine	57
5.6 Russie	58
• Extrême-Orient russe	59
5.7 Politiques nationales et intégration	60
6. Questions d'énergie et d'environnement influant sur l'intégration	61
6.1 Politiques énergétiques	62
6.2 Environnement et possibilités	64
6.3 Conséquences pour la région	65

43274 602

7.	Conséquences pour la politique et les intérêts commerciaux canadiens .	66
7.1	Rôle du Japon	68
7.2	Rôle possible pour le Canada	69

Résumé

L'Asie du Nord n'est pas encore un « bloc » commercial en puissance. Mais les forces macro-économiques, les décisions commerciales stratégiques, les politiques gouvernementales, le réalisme politique, les facteurs culturels et les considérations de sécurité se conjuguent pour favoriser l'intensification de l'interdépendance économique en Asie du Nord, même si celle-ci se réalise relativement plus lentement que ce que les données commerciales semblent nous laisser entrevoir. Facteur plus important, l'interaction est un phénomène naturel alimenté par les forces du marché et par les actions pragmatiques et informelles des secteurs privé et public.

Entre 1980 et 1993, le commerce intrarégional s'est accru en termes absolus et relatifs. À l'exception toutefois du commerce entre la Chine et Hong Kong, l'accroissement des échanges bilatéraux entre les pays membres n'était que modeste comparativement au commerce avec d'autres marchés. Exception faite du commerce d'entrepôt, l'accroissement relativement modeste du commerce intrarégional qui est observé n'appuie pas la thèse voulant que l'intégration économique progresse très rapidement en Asie du Nord.

Les apports intrarégionaux d'investissements étrangers directs (IED) se sont sensiblement accrus dans les dix dernières années, alors qu'un certain nombre de sociétés de Hong Kong, de Taiwan, de la Corée et du Japon déménageaient leurs opérations à forte intensité de main-d'oeuvre en Chine, où les coûts sont moins élevés. Mais rien n'indique que l'investissement intrarégional tend à composer une plus large part des investissements à l'étranger réalisés par les pays de l'Asie du Nord.

On peut en conclure que l'interdépendance des économies de la région s'intensifiera, que le Japon continuera à jouer un rôle important dans l'activité commerciale de la région, que la Chine compte pour une bonne part du potentiel d'expansion des marchés régionaux et que les États-Unis resteront le marché le plus important pour les biens de l'Asie du Nord. Le rôle du Japon en Asie du Nord sera limité par l'hostilité et la méfiance que les autres pays de la région manifestent depuis longtemps à son égard, et par l'importance économique croissante de la Chine continentale. Le rôle du Japon pourrait aussi rester limité si les États-Unis maintenaient ou accroissaient leur engagement et le niveau de leur présence dans la région.

L'intensification de l'interdépendance économique en Asie du Nord se fonde sur les disparités au niveau du développement économique et résulte d'un processus par lequel les pays plus développés ont déménagé leur production standard dans les pays moins développés de la région. Le Japon et la Corée ont suivi l'exemple de Hong Kong et de Taiwan en tirant avantage des possibilités qui se sont naturellement présentées en Chine en raison du programme de réformes économiques entrepris dans ce pays.

Les liens commerciaux et financiers de plus en plus solides qui unissent les pays de l'Asie du Nord pourraient encourager une spécialisation plus poussée, améliorer l'allocation et l'efficacité des ressources et accroître la flexibilité, l'adaptabilité et le dynamisme de toutes les économies de la région.

Mais il semblerait y avoir peu de raison de penser que les pays de l'Asie du Nord ressembleront même de loin à un véritable bloc commercial exclusif dans l'avenir prévisible. On peut attendre des accroissements du commerce entre les pays de la région étant donné les taux de croissance affichés par ceux-ci, mais les fondements économiques nécessaires à la formation d'un bloc exclusif sont inexistantes. Il existe toujours des obstacles considérables au commerce, à l'investissement et au mouvement du capital. De plus, le manque d'infrastructures, les problèmes environnementaux et la pénurie de personnel qualifié en Chine pourraient limiter les perspectives de la région, qui a intérêt à rester dynamique, axée sur l'exportation et relativement ouverte aux apports de capitaux étrangers et aux importations extrarégionales.

Comme la région continue de dépendre des États-Unis et d'autres marchés non asiatiques, sa stratégie la plus avantageuse serait d'appuyer le renforcement du système commercial mondial et la libéralisation multilatérale du commerce. Tout plan d'intégration régionale structurée serait probablement considéré comme la deuxième meilleure option, soit comme un choix découlant du fait que ces pays se seraient sentis exclus d'autres arrangements régionaux. De plus, tout plan d'intégration régionale engloberait probablement les pays de l'Asie de l'Est, et non seulement celles de l'Asie du Nord.

La viabilité de cette deuxième meilleure stratégie peut être mise en doute. Les difficultés que la plupart des pays asiatiques rencontrent actuellement dans leurs efforts pour pénétrer le marché japonais rendraient improbable que le Japon puisse, de façon réaliste ou viable, remplacer les États-Unis et les pays européens. En outre, étant donné l'importance que les marchés des États-Unis et de l'UE continuent d'avoir pour le Japon et pour les autres pays de l'Asie du Nord, le Japon aurait de la difficulté à lier son sort à celui de la région malgré ses formidables ressources financières et ses grands succès économiques. Le Japon aimerait aussi que les États-Unis maintiennent leur engagement dans la région pour atténuer l'animosité que ses voisins immédiats entretiennent depuis longtemps à son égard.

Selon plusieurs analystes, il est vital pour notre compétitivité à long terme comme pour nos intérêts et notre politique en matière de commerce que le Canada continue de participer à la transformation constante de la région du monde qui connaît les plus forts taux de croissance. La capacité de soutenir la concurrence sur les marchés de l'Asie, et surtout de l'Asie du Nord, pourrait être un indice important de

la capacité d'une entreprise de réussir à l'étranger. Certaines de nos plus grosses entreprises sont peut-être déjà bien positionnées dans la région, mais nos petites et moyennes entreprises y sont sous-représentées. Sans une présence sur place, les entreprises canadiennes seront privées d'information sur les technologies naissantes, les nouveaux produits et les activités de leurs concurrents. En plus de réduire la capacité des entreprises canadiennes de soutenir la concurrence en Asie du Nord, cela pourrait éventuellement amener les producteurs canadiens à se laisser évincer sur leur propre marché national par les exportations en provenance de cette région.

Le fait que la présence des entreprises canadiennes en Asie ne soit pas aussi forte qu'il serait souhaitable peut s'expliquer surtout par la structure de l'économie canadienne et par le comportement des entreprises canadiennes plutôt que par les obstacles posés au commerce avec la région. La plupart des entreprises canadiennes se sont traditionnellement attachées à pénétrer le marché des États-Unis. L'importance qu'elles accordent aux profits à court terme, le manque de connaissance qu'elles ont des débouchés offerts par les marchés de l'Asie du Nord et la complaisance engendrée par la grande taille du marché nord-américain ont, jusqu'à récemment, réduit l'intérêt pour l'Asie du Nord.

Parmi les facteurs régionaux qui peuvent aussi réduire l'intérêt des entreprises canadiennes, mentionnons l'éloignement de ces marchés, le manque de connaissance des pratiques d'affaires locales, les droits de douane et les barrières non tarifaires. Dans la mesure où les pratiques des gouvernements de l'Asie du Nord désavantagent les fournisseurs canadiens, il pourrait être approprié d'exercer des pressions en faveur d'un changement et de réexaminer les stratégies canadiennes dans une optique pragmatique. Dans la mesure également où la justification de l'investissement dans la région se fonde sur les barrières posées aux exportations canadiennes, il pourrait être davantage dans l'intérêt du Canada de tenter d'obtenir l'abaissement de ces barrières que d'encourager les investisseurs canadiens à établir une présence dans la région.

Il est à la fois possible et souhaitable d'intensifier la participation canadienne à l'activité commerciale dynamique et aux institutions économiques naissantes de l'Asie du Nord, surtout au sein de l'APEC — au fur et à mesure que ce mécanisme deviendra plus structuré. Le Canada devrait poursuivre sa collaboration avec les membres de l'APEC afin de s'assurer que ceux-ci conservent leur ouverture vers l'extérieur, en gardant à l'esprit la perspective d'une élimination des barrières tarifaires d'ici 2010 ou 2020 envisagée par les chefs de ces États lors de leur réunion en novembre dernier en Indonésie. Une telle participation démontrerait que les autorités canadiennes sont conscientes de l'importance des affaires qu'elles peuvent réaliser en Asie et indiquerait leur volonté de prendre des initiatives commerciales aussi étendues que dynamiques

en plus de leur permettre d'influer sur l'évolution de l'APEC à une étape cruciale de son développement.

Executive Summary

North Asia is not yet evolving into a trading "bloc". A combination of macroeconomic forces, strategic business decisions, governmental policies, political realism, cultural factors and security considerations are encouraging increased economic interdependence in North Asia, but rather more slowly in relative terms than the trade data might appear to indicate at first glance. Most importantly, the interaction is a natural phenomenon, driven by market forces and the pragmatic, informal actions of business and government.

Between 1980 and 1993, intraregional trade grew in both absolute and relative terms. With the exception of China-Hong Kong trade, however, bilateral exchanges between member countries expanded only modestly compared to trade with other markets. If entrepôt trade is factored out, the modest increase in intraregional commerce that is observed in relative terms does not support the thesis that economic integration is dramatically increasing in North Asia.

Intraregional flows of foreign direct investment (FDI) grew substantially during the past decade, as many companies from Hong Kong, Taiwan, Korea and Japan moved their labour-intensive operations to lower-cost China. There is no indication, however, of a trend to intraregional investment accounting for a greater share of total outward investment from the North Asian economies.

One can conclude that economic interdependence among the economies of the region will increase, that Japan will continue to play a large role in the region's commercial activity, that China provides much of the market expansion potential, and that the U.S. will remain the single most important market for North Asian goods. Japan's role in North Asia will be constrained by the historical hostility and mistrust the region's other economies feel towards it, and by the growing economic importance of mainland China. Japan's role could also remain constrained should the U.S. maintain, or enhance, its commitment and level of involvement in the region.

The increase in North Asian economic interdependence that is taking place is based on disparities in economic development, and is the result of a process that has seen the more advanced economies move their mature production to the less developed members of the region. Japan and Korea have followed the lead of Hong Kong and Taiwan in taking advantage of opportunities that have presented themselves in China as a result of that country's economic reform program. The strong and

growing trade and investment linkages among the economies of North Asia could encourage further specialization, improve resource allocation and efficiency, and increase the flexibility, adaptability and dynamism of all the member economies.

There would appear to be little reason, however, to think that the economies of North Asia will form anything resembling an exclusionary, treaty-based bloc in the foreseeable future. While increases in trade among economies in the region should be expected given the growth rates in these countries, the economic fundamentals necessary for forming an exclusionary bloc are not present. Considerable obstacles to trade, investment and capital movements still exist. Moreover, infrastructure bottlenecks, environmental problems and shortages of trained personnel in China may constrain the region's prospects. It is in the region's self-interest to remain dynamic, export-oriented and fairly open to extra-regional inflows of foreign investment and goods.

Given the region's continued reliance on the U.S and other non-Asian markets, the area's first best strategy would be to support a strengthening of the world trading system and multilateral trade liberalization. Any formal regional integration plan should be viewed as a second-best option, the result of these economies perceiving that they had been left out of other regional arrangements. Moreover, any regional integration scheme would probably encompass the economies of East Asia rather than just those of North Asia.

The viability of this second-best strategy is debatable. The ongoing difficulties that most Asian economies are experiencing in their attempts to penetrate the Japanese market make it unlikely that Japan would be a realistic, or viable, alternative to the U.S. and other western destinations. Furthermore, given the continued importance of U.S. and EU markets to both Japan and the other North Asian economies, it would be difficult for Japan to go it alone with the region, despite its formidable financial resources and record of economic successes. Moreover, Japan would like to have the U.S. remain engaged in the region, to help mitigate the historical animosity between Japan and its immediate neighbours.

Many observers have suggested that it is vital to the long-term competitiveness of Canadian industry, as well as to Canadian commercial interests and policy, to be a part of the continuing transformation of the fastest growing region of the world. Competing in Asian, particularly North Asian markets, may be an important test of a company's ability to succeed globally. While some of Canada's largest firms may be well placed in the region, small and medium-sized Canadian firms are under-represented. Without an on-the-ground presence, Canadian firms will miss out on information about emerging technologies, products and competitors' activities. This not only reduces the ability of Canadian firms to compete in North Asian markets, but

could eventually lead to Canadian producers being blind-sided at home by exports from that region.

The reason that Canadian firms have a lower presence in Asia than is desirable may relate mainly to the structure of the Canadian economy and Canadian corporate behaviour rather than to trade barriers in the region. Traditionally, most Canadian firms have focussed on penetrating the U.S. market. Canadian firms' focus on short-term earnings, a lack of familiarity with and lack of awareness about North Asian market opportunities, and complacency because of the large size of the North American market have, until recently, dampened interest in North Asia.

Regional factors that may also be dampening the interest of Canadian firms include: distance to these markets, a lack of familiarity with local business customs, and tariffs and non-tariff barriers. To the extent that practices of North Asian governments disadvantage Canadian suppliers, a combination of pressure for change and pragmatic reassessment of Canadian strategies may be in order. To the extent that the rationale for investing in the region is driven by barriers to Canadian exports, it may make more sense from a Canadian national interest perspective to seek the lowering of those barriers, rather than to encourage Canadian investors to set up shop in the region.

Increasing Canadian involvement in North Asia's fast-evolving business environment and still nascent economic institutions is both possible and desirable, particularly within APEC as it becomes more established. Canada should continue to work within APEC to ensure that it maintains its outward-looking orientation, including with regard to the prospects for achieving free trade within the 2010/2020 timeframe adopted by Leaders when they met last November in Indonesia. Such involvement would not only provide Canada with leverage to shape this institution at a crucial moment in its development, but would signal Canadian recognition of its substantial economic stakes in Asia and its intent to pursue a commercial agenda that is both broad and pro-active.

1. Introduction

Dans le présent document, nous voulons déterminer si l'Asie du Nord, c'est-à-dire le Japon, la Chine, Hong Kong, Taiwan, la Corée du Sud et la Russie de l'Est, est en train de devenir plus intégrée au plan économique et, si oui, à quel rythme. Nous examinons des données sur le commerce et sur l'investissement et d'autres données économiques sur les pays de l'Asie du Nord, de même que les politiques commerciales et les politiques de développement de ces pays, pour déterminer si les changements apportés récemment aux économies de ces pays et si diverses mesures d'intervention favorisent une fusion, en Asie du Nord, des marchés des biens, des services, du capital et de la main-d'oeuvre.

Le document portera sur les tendances et sur la conjoncture au niveau du commerce, de l'investissement et de l'intégration économique en Asie du Nord (y compris le commerce et l'investissement intrarégionaux et extrarégionaux); les politiques des pays d'accueil et d'autres facteurs qui influent sur ces tendances et sur cette conjoncture; les rapports entre l'investissement étranger direct dans la région et les modalités du commerce de la région avec certaines des grandes économies du monde; les besoins en énergie et les ressources énergétiques; les politiques de protection de l'environnement, leurs conséquences et les possibilités qu'elles offrent; et les arrangements institutionnels actuels et proposés dans la région.

Nous tenterons également de répondre aux questions suivantes :

- Le secteur privé du Canada et le gouvernement du Canada devraient-ils être préoccupés par l'évolution du commerce et de l'investissement dans la « région »?
- Le secteur privé du Canada et le gouvernement du Canada pourraient-ils ou devraient-ils s'efforcer de renforcer la participation du Canada à la croissance de l'Asie du Nord?

L'intégration économique est favorisée par l'élimination graduelle des politiques et d'autres barrières qui segmentent les marchés des biens, des services, du capital et de la main-d'oeuvre, de sorte que l'affectation des ressources se rapproche de ce à quoi l'on s'attendrait sans mesure d'intervention ou d'autres contraintes. La pleine intégration économique signifie la fusion efficace des marchés des biens, des services, du capital et de la main-d'oeuvre¹.

¹ Pour un examen plus détaillé de la documentation sur l'intégration économique, consulter Julie Fujimura, *Towards Regional Economic blocs: Are We There Yet?*, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, document n° 95/01 du Groupe des politiques, janvier 1995.

Les mesures visant l'intégration peuvent être prises de façon unilatérale, bilatérale ou multilatérale, et elles peuvent prendre la forme d'une libéralisation des échanges et de l'investissement, d'une harmonisation des règlements ou d'une coopération politique concernant des questions d'ordre économique, comme le développement de l'infrastructure d'une région. En outre, les entreprises peuvent favoriser cette intégration en rationalisant leur production au-delà des frontières nationales.

Au cours des deux dernières décennies, quatre des cinq économies asiatiques examinées dans le présent document -- soit Hong Kong, Taiwan, la Corée du Sud et le Japon -- ont connu une croissance économique allant de convenable à spectaculaire, tandis que dans la cinquième, la Chine, une période de croissance vertigineuse a débuté il y a 15 ans. Au cours des dernières années, ces pays se sont résolument dirigés vers une plus grande interdépendance, malgré des différences au niveau de la langue, de la culture, des richesses naturelles et des niveaux de revenu. Les échanges commerciaux et les mouvements des investissements ont également progressé de façon substantielle à l'intérieur de la région. L'intervention discrète des entreprises privées et des particuliers semble constituer la force motrice de ce phénomène, alors que les entreprises de la région s'efforcent de demeurer concurrentielles malgré l'appréciation des monnaies, la hausse des salaires et du coût des terrains et le changement technologique. Les mesures prises par divers paliers de gouvernement vont dans le sens de ces efforts. Déjà tournés vers l'extérieur et caractérisés par des politiques visant à attirer l'investissement étranger, les gouvernements des pays de l'Asie du Nord ont, au cours des dernières années, libéralisé de façon unilatérale et à des degrés divers leurs marchés de biens et de capital.

L'interdépendance de plus en plus grande des économies de la région n'a entraîné l'érection d'aucune nouvelle barrière formelle ou informelle à l'endroit des pays de l'extérieur de la région. La croissance du commerce intrarégional observée ces dernières années n'a pas empêché les pays étrangers, dont le Canada, d'avoir accès à la région et d'y exercer leur influence. Une interdépendance régionale accrue, si elle permet, par exemple, de réduire les barrières au commerce et à l'investissement, peut améliorer le climat commercial pour tous les fournisseurs éventuels. Des liens intrarégionaux plus forts peuvent coexister avec des rapports de commerce et d'investissement vigoureux avec d'autres partenaires et peuvent favoriser l'évolution et le développement continu du système commercial multilatéral. De plus, dans la mesure où l'interdépendance est le résultat d'une libéralisation des forces du marché dans la région, elle risque moins de nuire aux économies de l'extérieur de la région et elle a moins de chance de subir les effets des nouvelles politiques protectionnistes.

À mesure que s'écoulaient les années 80, le Japon et les NPI ont dû recourir davantage à de nouvelles sources d'approvisionnement en terrains, en matières premières et en main-d'oeuvre pour que leurs économies exportatrices respectives demeurent concurrentielles². En conséquence, durant cette période, le Japon, suivi par les NPI, a investi massivement dans les industries manufacturières de l'Asie du Sud-Est³. La production intrarégionale et les programmes de réduction tarifaire ont suscité l'intérêt des sociétés qui désiraient rationaliser leurs opérations en Asie de l'Est (l'Asie du Nord moins la Chine plus l'Asie du Sud-Est) et(ou) les intégrer à leurs opérations dans leur pays d'attache. De petites et moyennes entreprises du Japon et des NPI ont parfois investi dans des pays de l'Asie du Sud-Est dans le but de desservir les installations établies dans la région par de plus grands fabricants. Ces petites et moyennes entreprises ont souvent profité des nombreux services d'aide de l'État. En outre, il semble que, jusqu'à tout récemment, une partie importante de ces investissements en Asie du Sud-Est était axée sur les exportations. Le commerce de l'Asie de l'Est (tant les importations que les exportations) avec le Japon a augmenté considérablement au cours des 10 à 15 dernières années et l'augmentation devrait se poursuivre⁴. Le Japon est une source importante de capitaux, de technologie et de gestionnaires expérimentés et compétents pour l'Asie de l'Est. Il va le demeurer.

Il n'est pas étonnant que l'Asie occupe une place de choix dans les politiques industrielles et étrangères du Japon et des NPI. Le « vol en V des oies » a été utilisé pour décrire le développement économique de l'Asie et l'orientation de la région vers une interdépendance plus grande. Le Japon vient en tête; les autres pays le suivent et apprennent de lui et, de plus en plus, ils apprennent les uns des autres. Jusqu'à maintenant, les NPI ont réussi à prendre leur envol. La Chine est devenue -- et la

² Les NPI sont la Corée, Taiwan, Hong Kong et Singapour.

³ Pour un examen plus détaillé de l'investissement direct en Asie par des entreprises du Japon et des NPI et du rapport entre l'investissement étranger direct et le commerce, consulter Seiji Naya et Eric D. Ramstetter, « *Foreign Direct Investment in Asia's Developing Economies and Trade in the Asia Pacific Region* », dans *Foreign Investment, Trade and Economic Cooperation in the Asian and Pacific Region*, Nations Unies, Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, *Development Papers No. 10*, 1992, p. 43-100.

⁴ Le commerce entre le Japon et l'Asie de l'Est s'est accru en termes absolus. Les exportations du Japon vers l'Asie de l'Est ont augmenté de quelque 33 milliards de dollars US en 1980 à 112 milliards en 1992, tandis que, durant la même période, ses importations ont à peu près doublé, passant de 32 milliards de dollars US à 66 milliards. En termes relatifs, la région achète maintenant 33 % des exportations du Japon, contre moins de 25 % en 1980, et fournit près de 25 % des importations du Japon, contre 20 % en 1980. Par contre, durant cette période, la part du Japon en tant que fournisseur des importations de la région a diminué légèrement pour passer de 24 à 22 %. Il achète maintenant à peu près 15 % des exportations de la région, contre 21,5 % en 1980. Consulter *Direction of Trade Statistics Yearbook*, FMI, Washington, 1993.

Russie de l'Est pourrait bientôt devenir elle aussi -- un important fournisseur de bon nombre des intrants dont le Japon et les NPI ont besoin pour que leurs économies exportatrices respectives demeurent concurrentielles. L'arrivée du Japon et des NPI en Chine, où les réformes économiques ont rendu le pays accessible au reste du monde, s'inscrit simplement dans la foulée du processus qui a amené les entreprises de ces pays en Asie du Sud-Est. La Chine a également l'allure d'un marché de consommation dont les possibilités pourraient être énormes. Plus le Japon et les NPI intensifieront leurs rapports avec la Chine et, à terme, avec la Russie, plus les économies de l'Asie du Nord vont accroître leur interdépendance. La Chine et, tôt ou tard, la Russie du Pacifique vont se joindre au troupeau.

Si le gouvernement du Canada et le secteur privé du pays ne parviennent pas à s'associer activement à l'interdépendance économique grandissante de l'Asie, qu'il s'agisse de l'Asie de l'Est ou de l'Asie du Nord, les possibilités d'action et les possibilités commerciales du Canada pourraient se trouver réduites, pour des raisons d'ordre pratique et politique, au détriment des intérêts commerciaux du Canada. De façon générale, les entreprises canadiennes sont considérées comme étant moins déterminées que les entreprises asiatiques, européennes et américaines à tirer profit des débouchés qu'offre le marché de la région. Si cette situation se maintient, les obstacles que devront surmonter les Canadiens seront probablement davantage dûs à leur inaction plutôt qu'à une politique protectionniste ou discriminatoire spécifique adoptée par le gouvernement du Japon ou par les autres pays de l'Asie.

2. Stratégies économiques nationales et performance économique en Asie du Nord

L'Asie du Nord est l'une des régions qui connaissent la plus forte croissance au monde depuis 1980, avec un taux de croissance annuel moyen du produit intérieur brut (PIB) réel de 7,1 % (de 7,9 % si l'on fait abstraction du Japon)⁵. Cette performance se compare avantageusement au taux de croissance annuel du PIB réel mondial de 3 % pour la même période et aux taux de croissance réelle de 4,7 % pour les pays membres de l'APEC, de 2,3 % pour l'Amérique du Nord et de 2,2 % pour l'Union européenne (UE). Globalement, le PIB des pays de l'Asie du Nord s'élevait à 3 782 milliards de dollars US en 1990, ce qui représentait environ 18 % du total mondial, comparativement à 31 % pour les pays signataires de l'ALENA et à 29 % pour les pays de l'UE.

⁵ Chiffres établis à l'aide des sources suivantes : *World Tables 1994*, Banque mondiale, Washington, 1994; *Taiwan Statistical Data Book*, Conseil de la planification et du développement économiques, République de Chine (1992); « Comptes nationaux; principaux agrégats », volume I, OCDE (1994); et « Statistiques financières internationales », FMI, Washington, 1994.

Les pays de l'Asie du Nord forment un ensemble varié de systèmes économiques et politiques et représentent un large éventail de ressources locales. Chacun de ces pays a fait de nombreux et grands efforts pour développer son économie et chacun s'applique maintenant à la moderniser et à la restructurer — par un type quelconque de planification à long terme ou de politique industrielle — pour faire face à la concurrence accrue qui s'exerce sur les marchés internationaux. Parmi ces pays, le Japon constitue peut-être un cas d'exception; en effet, ce pays doit prendre tôt ou tard des décisions difficiles concernant sa restructuration économique, mais il ne compte plus sur la planification à long terme du développement industriel pour poser les bases de son développement économique futur. Même si les stratégies économiques de ces pays sont dictées par les priorités nationales et les différences politiques, la tendance générale en Asie du Nord est toujours de mettre de côté la substitution des importations (qui consiste à favoriser, au moyen de barrières commerciales, le développement d'industries domestiques qui serviront des marchés qui autrement seraient approvisionnés par des importations) et de favoriser la croissance par les exportations et, de plus en plus, la libéralisation des investissements.

Les trois nouveaux pays industriels (NPI) d'Asie du Nord sont actuellement dans une phase de restructuration⁶. La hausse du coût des terrains et de la main-d'oeuvre, l'appréciation de la monnaie, la disparition, en 1989, de la relation commerciale privilégiée que garantissait le Système généralisé de préférences (SGP) des États-Unis, et la volonté de développer une industrie manufacturière à forte intensité de capital et de compétences sont autant de facteurs qui ont incité les gouvernements de ces pays à presser la libération économique et à favoriser, ou à tout le moins à ne pas décourager, le transfert d'industries à forte intensité de main-d'oeuvre, moins concurrentielles, vers la Chine et vers d'autres pays de l'est de l'Asie. Les entreprises japonaises agissent aussi dans ce sens. Cette tendance devrait se poursuivre, bien que des facteurs économiques et politiques puissent ralentir le mouvement de restructuration économique. En conséquence, le maintien d'une croissance économique rapide, la croissance des importations et des exportations, l'intérêt porté aux politiques favorisant la croissance par les exportations, et l'élimination graduelle des barrières au commerce et à l'investissement constituant un ensemble de facteurs qui devrait contribuer à accroître l'interdépendance économique des pays de l'Asie du Nord.

Toutefois, certains facteurs pourraient nuire à la croissance des investissements et à la croissance économique et par conséquent freiner le mouvement d'intégration

⁶ Précisons, pour les besoins de ce rapport, que l'Asie du Nord comprend trois des quatre NPI d'Asie, soit Hong Kong, Taiwan et la Corée.

économique des pays de l'Asie du Nord. Ainsi, la création des infrastructures n'a généralement pas suivi le rythme de la croissance économique, ce qui fait que les réseaux de communication, les réseaux de distribution d'énergie, les réseaux routiers, les ports et les réseaux de services connaissent de graves engorgements. Par ailleurs, on a réduit les droits de douane sur des milliers de produits mais dans certains cas, ces droits étaient très élevés au départ et les produits visés par les réductions n'étaient pas, en règle générale, des produits sensibles⁷. Il faut dire aussi que les barrières non tarifaires peuvent nuire plus qu'il ne le faut aux échanges commerciaux entre les pays de la région et que la question de la protection de la propriété intellectuelle doit être traitée plus à fond⁸. Enfin, les exigences du gouvernement

⁷ Par exemple, en 1989 le Japon a supprimé les droits de douane sur plus de 1 000 produits manufacturés. Cette mesure a eu pour effet de ramener le taux de droit moyen sur les produits industriels à environ 2 %. La plupart des droits relativement élevés qui sont encore en vigueur au Japon s'appliquent aux produits agroalimentaires ainsi qu'au cuir et aux objets en cuir. Ceci étant dit, suite aux négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round, le Japon s'est engagé à consolider les droits sur tous les produits agricoles et à réduire le taux consolidé de 36 % en moyenne sur une période de six ans débutant en 1995. En 1994, Taiwan a accepté de réduire les droits de douane sur près de 500 produits. Toutefois, certains produits agricoles sont encore assujettis à des droits élevés. Les pièces automobiles sont imposables à 20 % en moyenne. En ce qui concerne la Corée, 1994 est l'année qui marquait la fin d'un programme quinquennal de réduction des droits de douane; ce programme a eu pour effet de ramener le taux de droit moyen de 12 à 7,9 %. Néanmoins, des droits pouvant atteindre 30 % s'appliquent toujours à un certain nombre de produits agricoles et de produits de la pêche et à certains produits industriels. En Chine, les droits à l'importation varient de 3 %, pour les produits dont on favorise l'importation, à 200 %, pour les produits dont on décourage l'importation. Le droit applicable à un produit particulier varie selon que ce produit peut faire l'objet ou non d'une exemption. L'imprévisibilité des taux de droits peut compliquer la tâche des entreprises qui veulent établir des liens commerciaux avec la Chine.

Source : *1994 National Trade Estimate Report on Foreign Trade Barriers*, Office of the U.S. Trade Representative, Washington, 1994.

⁸ Par exemple, Taiwan exige des licences d'importation ou a décrété une interdiction d'importation pour près de 1 000 produits. Les signataires de l'Accord de l'OMC exigent que Taiwan lève ses interdictions d'importation et élimine les restrictions non tarifaires qui sont interdites par les règles du commerce international et qu'elle signe les Accords gouvernementaux de contrepartie si elle veut adhérer à l'OMC. Taiwan continue de limiter l'accès à ses marchés de services financiers. Toutes les marchandises qui entrent en Corée doivent faire l'objet d'une licence d'importation délivrée par la banque de change. Tandis que 99 % des produits importés sont autorisés presque automatiquement, les autres, qui sont surtout des produits agricoles et des produits de la pêche, font l'objet de quotas ou sont carrément interdits. La Corée maintient encore en vigueur des lois qui autorisent les ministres à décréter qu'un produit peut faire l'objet de « recommandations », ce qui peut se traduire par un contingentement ou une interdiction d'importer. On rapporte que la Corée a recours aux procédures de dédouanement pour ralentir l'entrée d'importations qui ne sont pas soumises à des restrictions prévues par la loi coréenne. En outre, la Corée maintient des restrictions sur l'investissement étranger dans certains secteurs de services.

chinois en ce qui concerne le rendement des investissements, la pénurie de main-d'oeuvre professionnelle qualifiée et l'absence de marchés financiers, outils indispensables pour le financement à grande échelle, peuvent être aussi des obstacles à l'intégration économique des pays de l'Asie du Nord.

Dans le reste de cette section, nous parlons brièvement des politiques de développement et de la performance économique des cinq pays d'Asie du Nord, et des autres facteurs qui pourraient influencer sur les perspectives d'intégration régionale. Nous examinons aussi rapidement les tendances de la croissance et de la production, les politiques de développement, les changements récents de la politique économique, les barrières commerciales qui subsistent, de même que les facteurs d'investissement et les facteurs politiques qui pourraient influencer le mouvement d'intégration économique.

2.1 Japon

Le Japon est un pays au terrain montagneux et souvent inhospitalier qui fait que la majeure partie de la population vit dans des régions surpeuplées et un pays aux ressources naturelles si limitées qu'il est obligé de se les procurer sur le marché mondial. Pourtant, les ouvrages qui font état de la réussite économique du Japon ne manquent pas⁹. Nous dirions que les succès commerciaux du Japon prennent leur source dans la stabilité économique qui a été créée grâce à des politiques macro-économiques rationnelles et bien gérées. Au cours des 35 dernières années, la croissance du PIB réel du Japon a été, en général, de bonne à exceptionnelle, avec des taux d'inflation et de chômage faibles et une croissance de la dette modérée. Le Japon a formé avec succès une main-d'oeuvre qualifiée qui peut aussi bien développer un savoir-faire et des techniques que les emprunter à l'étranger. Le taux d'épargne élevé a généré des fonds qui ont pu servir à l'investissement dans l'élaboration de nouvelles technologies, ce qui a permis une croissance rapide de la productivité. Évidemment, le Japon a aussi mis beaucoup l'accent sur les exportations.

Dans les trente dernières années, la proportion du PIB nominal du Japon par rapport au PIB des États-Unis est passée de 10 à 54 % environ. On comprend pourquoi la poursuite de la croissance est un objectif primordial de la politique

Source : 1994 *National Trade Estimate Report on Foreign Trade Barriers*, Office of the U.S. Trade Representative, Washington, 1994.

⁹ Pour un exposé détaillé sur la réussite économique et commerciale du Japon, voir I. Prakash Sharma, « Japon Inc. : la maîtrise des principes économiques fondamentaux », ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, document du Groupe des politiques n° 93/16, décembre 1993.

économique japonaise. La structure générale de l'économie du Japon est comparable à celle des économies des autres pays du G-7. Le secteur de la fabrication compte pour environ 30 % du PIB et le secteur des services, pour environ la moitié. Le secteur primaire, qui comprend l'agriculture et les mines, représente moins de 3 % du PIB. Ce n'est que depuis assez récemment que les importations de produits manufacturés dépassent en valeur les importations de pétrole et de produits alimentaires. Au Japon, la consommation représente une plus faible proportion du PIB, et la formation de capital compte pour une plus grande part de la demande globale, que dans les autres pays de l'OCDE.

Le secteur manufacturier est la pierre d'assise de l'économie japonaise. Il est sans cesse menacé par le protectionnisme étranger, la force du yen, la montée des NPI et des autres pays d'Asie en voie d'industrialisation, et le fardeau d'un système de distribution inefficace et de certaines autres industries de services. À cause de la concurrence que lui livrent les nouveaux pays industrialisés, le Japon a dû modifier sa structure de production en délaissant les industries lourdes pour les secteurs à plus forte valeur ajoutée et les secteurs de services. Les manufacturiers japonais consacrent des sommes appréciables à la R-D. Ils implantent aussi des usines outre-mer, tant pour réduire leurs coûts que pour abaisser l'excédent commercial du Japon et amoindrir par le fait même la tendance protectionniste qui existe dans les principaux marchés étrangers à l'égard du Japon. Ce dernier a engagé un mouvement de transfert de l'activité manufacturière vers des lieux où les coûts sont moins élevés, qu'il s'agisse des pays de l'Asie du Nord, notamment la Chine, ou des pays de l'Asie du Sud-Est.

On craint au Japon que la restructuration économique entraîne des pertes d'emplois dans le secteur manufacturier qui ne seraient pas compensées par de nouvelles possibilités d'emploi dans les nouvelles industries. Le gouvernement japonais cherche actuellement à réduire le rôle des exportations comme source de croissance et à stimuler la demande intérieure, et plus particulièrement la demande finale, par la déréglementation et la réforme fiscale. On espère en outre que la hausse des importations qui accompagnera l'augmentation de la demande intérieure aura pour effet de réduire l'excédent commercial du pays. L'un des principaux atouts économiques du pays est la capacité des entreprises japonaises de s'adapter rapidement à de nouvelles conditions économiques. Or, cette capacité est de nouveau mise à l'épreuve.

La structure industrielle du Japon est caractérisée par des systèmes de conglomérats d'entreprises, ou « *keiretsu* ». Auparavant, les *keiretsu* étaient articulés autour de l'une des principales maisons de commerce du pays. Aujourd'hui, ils consistent généralement en une grande société reliée à un réseau de fournisseurs qui, le plus souvent, sont de petites entreprises. Chose étonnante, près de 50 % de la

main-d'oeuvre du secteur manufacturier travaille dans des entreprises de moins de 50 employés. De plus, seulement le tiers de tous les travailleurs japonais occupent un « emploi à vie », une pratique que l'on trouve uniquement dans les grandes sociétés. Celles-ci comptent de plus en plus sur les réseaux de filiales (plutôt que sur les conglomérats) pour élargir leurs activités¹⁰.

Le *keiretsu* s'est révélé une structure organisationnelle efficace qui incite les fournisseurs à conserver leur efficacité et leur souplesse et à exceller dans le transfert d'information entre les agents économiques de l'entité¹¹. Dans un marché concurrentiel, où les marchés intérieurs japonais ne sont pas « faussés » par des restrictions commerciales ou par des règlements ou des pratiques discriminatoires ou restrictifs, le *keiretsu* n'aura pas forcément pour effet de réduire la concurrence, tandis que dans un marché non concurrentiel, caractérisé par des rentes économiques, le *keiretsu* donnera lieu à des pratiques collusoires. De nombreux observateurs concluent que l'existence des *keiretsu* peut compliquer la tâche des entreprises étrangères (y compris les entreprises des autres pays de l'Asie du Nord) qui cherchent à pénétrer les marchés japonais¹².

2.2 Corée

La Corée du Sud (ou Corée) est un pays densément peuplé qui possède peu de richesses naturelles et dont la sécurité est constamment menacée par la présence, au nord, de la République populaire démocratique de Corée (RPDC). Néanmoins, au cours des trente dernières années, la Corée a connu une progression économique remarquable, quittant les rangs des pays les plus pauvres d'Asie pour arriver à un point où elle est presque une économie pleinement industrialisée. Dans les dernières années, la Corée a connu une activité économique impressionnante, avec un taux de croissance annuel moyen du PIB réel de près de 9 % pour la période 1980-1993¹³.

La première étape du développement économique de la Corée a débuté après la prise du pouvoir par la junte militaire du général Park Chung Hee, en 1961. Au bout de quelques années de piètres résultats économiques, le gouvernement Park a modifié

¹⁰ I. Prakash Sharma, *ibid.*

¹¹ Pour un exposé détaillé sur la formule du *keiretsu* et ses conséquences commerciales pour les entreprises étrangères, voir James McCormack, « Établissements financiers et entreprises : une relation à la japonaise », ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, document du Groupe des politiques n° 94/16, juin 1994.

¹² Par exemple, voir I. Prakash Sharma, *ibid.*, p. 26.

¹³ Banque mondiale, *World Tables 1994*, Washington, 1994.

l'orientation économique du pays, qui favorisait jusqu'alors la substitution des importations, et a adopté un plan quinquennal qui était caractérisé par une stratégie plus ouverte sur l'extérieur. Toutefois, l'État continuait d'exercer une influence importante sur l'économie en définissant de façon très détaillée les objectifs pour l'exportation. Par ailleurs, le gouvernement a encouragé la création de sociétés de commerce général, comme au Japon, et la création de gros conglomérats industriels (appelés « *chaebol* »), semblables aux *keiretsu* japonais.

Après avoir tenté sans succès de favoriser le développement de l'industrie lourde et de l'industrie chimique dans les années 70, le gouvernement de la Corée a dû relâcher un peu sa politique interventionniste et son approche axée sur les exportations. Au milieu des années 80, le gouvernement a cessé d'encourager le développement des industries stratégiques et a adopté des mesures de libéralisation des échanges et des services financiers. La libéralisation des importations s'est poursuivie avec le sixième plan quinquennal (1987-1991). Ces mesures ont fait passer le taux de droit moyen de 31,7 à 10,1 % entre 1982 et 1992.

La structure de l'économie coréenne a évolué considérablement dans les trente dernières années. Par exemple, la part de l'agriculture dans la production nationale est passée de plus de 40 % à moins de 10 % entre le début des années 60 et le début des années 90. Inversement, la part de la fabrication est passée de 15 à 30 % environ durant la même période. De même, les échanges commerciaux jouent un rôle de plus en plus grand dans l'économie du pays. Entre 1965 et 1991, la part des exportations dans le PIB est passée de 9 % environ à près de 30 %, tandis que la part des importations a doublé, passant de 16 à 32 %. Les États-Unis demeurent le principal débouché extérieur de la Corée, absorbant 24 % de ses exportations en 1992¹⁴, tandis que le Japon est le principal fournisseur de la Corée, avec 24 % du marché. En 1992, la Corée a enregistré un déficit commercial de 6,7 milliards de dollars US avec l'ensemble des pays et un déficit de 2,9 milliards avec les pays de l'Asie du Nord.

L'investissement étranger direct (IED) n'occupe pas une place importante dans les industries d'exportation de la Corée. La plupart des investissements étrangers en Corée sont sous la forme de prêts commerciaux. La Corée a reçu relativement peu de capitaux étrangers par rapport à d'autres pays de la région comme la Chine ou Hong Kong¹⁵.

¹⁴ FMI, *Direction of Trade Statistics Yearbook*, Washington, 1993.

¹⁵ Dans la première moitié des années 80, le montant annuel moyen de l'IED en Corée a été de 170 millions de dollars US; dans la seconde moitié de la décennie, ce chiffre est passé à 812 millions, soit l'équivalent de 0,5 % environ des flux mondiaux. Par comparaison, les montants correspondants pour Hong Kong sont 646 millions et 2 037 millions. Sources : FMI, « Statistiques de la balance des

La Corée éprouve certains problèmes économiques depuis quelque temps : compétitivité industrielle à la baisse, croissance atone des principaux marchés d'exportation, inflation élevée et persistante, et ralentissement de la croissance ces dernières années. À cause de l'appréciation que connaît le won depuis le milieu des années 80¹⁶ et de la hausse du coût des terrains et de la main-d'oeuvre, la Corée tente actuellement de restructurer son économie. Un indice de cet effort est l'accroissement rapide de l'investissement coréen direct à l'étranger. Entre 1980 et 1990, le volume total des investissements coréens directs à l'étranger s'est accru de près de 600 % — la part de ces investissements dans le PIB de la Corée passant de 0,3 à 1,5 %¹⁷ — et ces investissements étaient dirigés surtout vers les pays d'Amérique du Nord (42 %) et les pays membres de l'ANASE (27 %). En 1990, seulement 4,2 % du volume des investissements coréens directs à l'étranger avaient été acheminés vers les pays de l'Asie du Nord. Ces investissements étaient concentrés dans le secteur de la fabrication en série et étaient liés au commerce.

2.3 Taiwan

Taiwan a pratiquement pour seule ressource une main-d'oeuvre instruite et travailleuse. Néanmoins, ce pays a connu une forte croissance économique au cours des dix dernières années, avec un taux de croissance annuel moyen du PIB réel de 7,4 % entre 1980 et 1993. Taiwan compte actuellement parmi les pays les plus riches d'Asie; en 1992, le PIB par habitant était estimé à 10 100 \$ US et à la fin de 1994, le pays pouvait compter sur des réserves en devises qui dépassaient les 90 milliards de dollars US.

La politique d'industrialisation d'après-guerre de Taiwan alliait de fortes mesures protectionnistes à une monnaie surévaluée. En outre, l'État s'est engagé dans le développement d'un certain nombre d'industries lourdes, telles que les industries chimiques. Les petites entreprises, pour leur part, ont joué un rôle important, notamment dans les secteurs d'exportation plus florissants comme les textiles et l'électronique. Or, cette politique a commencé à montrer des signes d'essoufflement dans les années 50 à cause de la taille réduite du marché intérieur et des inefficiences observées dans les industries protégées. Entre 1958 et 1961, le gouvernement taïwanais a mis en oeuvre un programme de réforme qui prévoyait une dévaluation

paiements », et ONU/CTC, *World Investment Report*, 1994.

¹⁶ Le cours annuel moyen du won coréen est passé de 881 won/dollar US en 1986 à 733 won/dollar US en 1991 mais a subi un léger recul en 1992, à 781 won/dollar US. Source : Banque mondiale, *World Tables*, Washington, 1994.

¹⁷ Banque mondiale, *World Tables*, Washington, 1994.

monétaire ainsi que des mesures de libéralisation du commerce et de promotion des exportations. En 1965, le gouvernement créait des zones franches. Parallèlement à ces réformes, le gouvernement s'est efforcé de favoriser le développement d'industries stratégiques par des prêts à taux privilégié, des exemptions fiscales et des exonérations temporaires d'impôt.

Les échanges commerciaux ont joué un rôle déterminant dans le développement économique de Taiwan. Entre 1963 et 1988, la part des exportations dans le PIB est passée de 17,8 à 57 %, tandis que la part des importations est passée de 18,9 à 47,4 %. La structure de l'économie taïwanaise a, elle aussi, évolué considérablement. Entre 1953 et 1987, la part de l'agriculture dans le PIB est passée de 38,3 à 6,1 %, tandis que la part de la fabrication est montée de 17,7 à 47,5 %. L'activité manufacturière de Taiwan était concentrée traditionnellement dans les industries à forte intensité de main-d'oeuvre, comme l'industrie de la chaussure et celle du vêtement.

La hausse spectaculaire des exportations et le taux d'épargne élevé en Taiwan ont eu pour effet d'accroître les réserves en devises et de créer des tensions inflationnistes au milieu des années 80. Les États-Unis ont pressé vivement Taiwan de réévaluer sa monnaie et de libéraliser les investissements extérieurs. L'appréciation qu'a subie le nouveau dollar taïwanais après 1987 et la hausse des salaires et du prix des terrains ont érodé la compétitivité des industries à forte intensité de main-d'oeuvre de Taiwan vis-à-vis des industries de pays de l'Asie du Sud-Est et de la Chine. Cette érosion a été accentuée par la disparition, en 1989, de la relation commerciale privilégiée que garantissait le SGP des États-Unis. Taiwan s'occupe maintenant d'éliminer progressivement ou d'implanter à l'étranger les industries de main-d'oeuvre classiques et de les remplacer par des industries à forte intensité de capital et de compétences, comme l'électronique.

La structure des échanges de Taiwan reflète la structure industrielle du pays. Les produits manufacturés représentent plus de 90 % des exportations de Taiwan et les échanges se font surtout avec les pays développés, quoique le commerce avec la Chine continentale soit en hausse. Les États-Unis absorbent environ le tiers des exportations de Taiwan; ils sont suivis de l'Union européenne (15 à 20 %) et du Japon (12 %). Les exportations vers Hong Kong sont aussi appréciables, quoiqu'une bonne partie soit dirigée vers la Chine. Le Japon est le principal fournisseur de Taiwan, avec environ 30 % des importations; il est suivi des États-Unis (20 à 25 %) et de Hong Kong (6 à 7 %). Les échanges commerciaux avec les autres NPI d'Asie sont relativement modestes. Taiwan a enregistré un excédent commercial de 9,1 milliards de dollars US en 1992, par rapport à 11,7 milliards un an plus tôt. Cet

excédent comprenait un excédent de près de 11 milliards de dollars US avec les États-Unis et un déficit de 11,8 milliards avec le Japon¹⁸.

L'investissement étranger de toutes formes et de toutes origines a joué un rôle majeur dans le développement économique de Taiwan. Les entreprises japonaises ont investi à Taiwan durant la période de colonisation, qui a pris fin avec la Deuxième Guerre mondiale. Dans les années 50, la principale source de capitaux étrangers a été l'aide offerte par les États-Unis à des conditions libérales. Dans les années 60, l'investissement étranger, issu principalement des États-Unis et du Japon, a contribué à la création d'industries d'exportation à forte intensité de main-d'oeuvre. Malgré cela, des années 50 jusqu'aux années 70, l'investissement étranger direct n'a jamais constitué plus de 10 % du financement total du secteur manufacturier. Dans les années 80, l'investissement étranger à Taiwan a connu une hausse appréciable parce que la confiance avait été rétablie au sein des investisseurs par suite de l'abolition de la loi martiale en 1987 et parce qu'on prévoyait une nouvelle appréciation du nouveau dollar taïwanais et que le contrôle des changes avait été assoupli.

La diaspora chinoise a contribué à environ 30 % de l'investissement étranger direct à Taiwan dans les années 60 et dans les années 70, mais cette proportion est tombée à 10 % en moyenne dans les années 80. Le Japon est le principal investisseur non chinois à Taiwan; jusqu'en 1990, il représentait environ 30 % du volume total des investissements étrangers directs, comparativement à 28 % pour les États-Unis et à 9 % pour les pays de l'UE. L'IED est concentré en très grande partie dans le secteur manufacturier, en particulier dans l'industrie de l'électronique. Par contre, les investissements de Taiwan à l'étranger sont concentrés dans le secteur industriel, quoique la proportion soit tombée de 85 à 66 %. Cette baisse est toutefois compensée par une augmentation de la proportion des investissements taïwanais à l'étranger destinée au secteur tertiaire¹⁹.

2.4 Hong Kong

Hong Kong est situé à un carrefour de routes commerciales internationales et possède de magnifiques installations portuaires ainsi qu'une main-d'oeuvre travailleuse. Le commerce — et de plus en plus celui avec la Chine — est l'élément vital du Territoire. Hong Kong est dépourvu de richesses naturelles et dépend presque entièrement des importations pour l'approvisionnement de ses industries en matières premières. Le Territoire paie ces importations avec les devises que lui

¹⁸ FMI, *Direction of Trade Statistics Yearbook*, Washington, 1993.

¹⁹ ONU/CTC, *World Investment Directory 1992, Volume 1 : Asia and the Pacific*, 1992. Pour plus de détails sur les investissements, voir la section 4 ci-dessous.

procurent ses exportations. La réussite économique de Hong Kong tient principalement au fait que le Territoire a encouragé l'investissement étranger direct et le libre-échange. Sa performance économique récente est toujours aussi impressionnante : taux de croissance annuel moyen du PIB réel de 6,3 % entre 1980 et 1993.

Le gouvernement actuel ne se livre pas à des activités manufacturières, il impose peu de règlements aux entreprises et il exerce très peu de contrôle sur les échanges internationaux. Le rôle du gouvernement se limite essentiellement à entretenir les installations d'infrastructures (routes, ports, habitations) et à fournir des services sociaux tels que l'éducation et les soins de santé. Bien que Beijing ait promis de ne pas modifier le système économique de Hong Kong une fois que la Chine aura repris possession du Territoire en 1997, on est porté à croire que même si la Chine ne veut pas faire disparaître le système de libre marché actuellement présent à Hong Kong, celui-ci se sclérosera sous l'effet de l'ingérence bureaucratique.

Le principal défi qui se pose à Hong Kong est de passer de la fabrication et de l'exportation de produits à forte composante de main-d'oeuvre, comme les textiles et les vêtements, à la fabrication de produits à plus forte composante de capital et de compétences, comme les produits électroniques. Tandis que la part des textiles et des vêtements dans les exportations totales est demeurée à peu près la même dans les années 80 (autour de 39 %), on note dans ce secteur une augmentation soutenue de la proportion de produits à plus forte valeur ajoutée. Toutefois, l'activité manufacturière de Hong Kong est encore concentrée dans les industries légères (p. ex., produits électriques et produits électroniques de consommation, jouets, horloges et montres).

La Chine est actuellement le principal partenaire commercial de Hong Kong, ce qui prouve le rôle majeur du Territoire comme intermédiaire commercial entre la Chine et le reste du monde. De fait, 30 % des échanges commerciaux de Hong Kong ont un rapport avec la Chine et 40 % des échanges commerciaux de la Chine passent par Hong Kong. La valeur totale des échanges commerciaux entre Hong Kong et la Chine était estimée à entre 60 et 80 milliards de dollars US en 1992²⁰. Les liens commerciaux entre la Chine et les autres pays se sont développés en flèche après que la Chine a mis en train son programme de réforme économique à la fin des années 70 et qu'elle a adopté des mesures de libéralisation du commerce et créé des zones

²⁰ D'après les chiffres de Hong Kong, la valeur totale des échanges commerciaux était de 81 milliards de dollars US en 1992, avec un surplus de près de 10 milliards pour la Chine. D'après les chiffres de la Chine, le total des échanges s'élevait à 58 milliards de dollars US, avec un surplus de 17 milliards pour la Chine. Source : FMI, *Direction of Trade Statistics Yearbook*, Washington, 1993.

économiques spéciales au début des années 80. En outre, le commerce indirect entre Taiwan et la Chine a progressé rapidement ces dernières années.

L'investissement étranger direct a joué un rôle primordial dans le développement de Hong Kong. Le Territoire ouvre grandes ses portes aux investisseurs étrangers et il ne fait pas de distinction officielle entre les investissements faits par des compagnies étrangères et ceux qui sont faits par des intérêts nationaux. Selon les estimations de l'investissement étranger direct à Hong Kong, le Japon et les États-Unis seraient les principales sources d'investissements, chacun comptant pour environ le tiers du total en 1990²¹. La Chine s'est taillé rapidement une place parmi les investisseurs étrangers à Hong Kong; sa part des investissements étrangers a atteint 10 % en 1990, alors qu'elle était nulle dix ans plus tôt. La perspective de voir Hong Kong comme une enclave capitaliste en Chine est attrayante pour les sociétés étrangères.

2.5 Chine

C'est dans un contexte très tumultueux que la Chine a cherché à développer son économie dans la période d'après-guerre. Tandis que les efforts de modernisation qui ont été faits à partir de 1949 ont permis à la Chine de se sortir d'une pauvreté misérable pour se classer parmi les pays en développement à revenu moyen, c'est durant la période de réforme économique qui a suivi 1979 que la Chine a connu un développement et une croissance économique vraiment remarquables. La politique de développement économique de la Chine a toujours été dictée par des considérations d'ordre politique et des considérations de politique étrangère, et elle continuera de l'être. Néanmoins, même avant la période de réforme économique, les dirigeants chinois reconnaissaient l'importance du commerce pour la croissance et le développement économiques.

Dans la majeure partie de la période d'après-guerre, il y avait peu de place pour l'entreprise privée. Les industries d'État, dont le fonctionnement était régi par le système de planification centrale de la Chine, occupaient tout l'espace économique. Bien que cette stratégie ait permis d'organiser les ressources productives de la Chine pour répondre à de nombreux besoins essentiels, le manque d'incitations a fini par engendrer la stagnation économique. En outre, le développement économique de la Chine a été freiné considérablement par le Grand bond en avant des années 50 et la Révolution culturelle des années 60 et des années 70. Avec à sa tête Deng Xiaoping, l'élite dirigeante qui s'est hissée au pouvoir après la mort de Mao Zedong a pris conscience, comme ses successeurs, de ce que la survie du Parti communiste chinois passait par la hausse des niveaux de vie. Peu après son arrivée au pouvoir, Deng a mis

²¹ ONU/CTC, *World Investment Directory 1992, Volume 1 : Asia and the Pacific*, 1992.

en train le programme de réforme économique de la Chine et la politique d'ouverture sur le monde²².

La Chine a enregistré des résultats économiques impressionnants après que le programme de réforme eut été lancé; en effet, depuis 1980 le taux de croissance annuel moyen du PIB réel est de 9,4 %. La période de réforme économique a été caractérisée par une alternance de forte expansion et de récession. Il a fallu que le gouvernement central aille jusqu'à imposer des programmes d'austérité pour mettre fin à cette suite de périodes de croissance économique rapide accompagnée de déséquilibres macroéconomiques et d'une forte inflation. La situation la plus critique est survenue en 1988, lorsque la hausse débridée des prix, l'accroissement de la corruption et l'aggravation du déséquilibre de la balance commerciale ont obligé le gouvernement à adopter un programme d'austérité global qui a plongé l'économie dans la récession en 1990. Ensuite, devant la production décroissante, les pertes des entreprises d'État et le chômage grandissant, le gouvernement n'a eu d'autre choix que relancer l'économie. La dernière série de réformes économiques a alors été mise en train pour enclencher une période de croissance rapide. La croissance de l'économie chinoise s'est accélérée, enregistrant un taux de croissance annuel moyen du PIB d'environ 11 % depuis le dernier trimestre de 1990.

Actuellement, l'élite dirigeante tente notamment de créer les instruments et les institutions nécessaires pour administrer les politiques financière et monétaire, renégocier les liens financiers entre le gouvernement central et les gouvernements provinciaux, et régler la question de la réforme des entreprises d'État et celle des disparités régionales. Les dirigeants espèrent ainsi que la Chine pourra se sortir de ses difficultés. Jusqu'à maintenant, le gouvernement s'est limité à freiner la croissance uniquement lorsque l'économie montrait des signes de surchauffe, et encore son intervention a été modeste et ponctuelle. Les dirigeants sont très conscients de la précarité de leur situation; ils savent très bien qu'il n'y a pas de stabilité sans une croissance économique soutenue et qu'il n'y a pas de croissance soutenue sans la stabilité.

Durant la période de réforme économique, les échanges commerciaux ont pris beaucoup d'importance dans la structure globale de l'économie chinoise. Ainsi, la part des exportations dans le PIB est passée de 6,5 à 17,5 % entre 1980 et 1990, tandis

²² Pour une analyse plus détaillée du programme de réforme économique de la Chine, voir World Bank Country Study, *Reform and the Role of the Plan in the 1990s*, Banque mondiale, Washington, 1990; ou Stephen Lavergne, « La Chine en l'an 2000 : Nature de la croissance et intérêts économiques du Canada », ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, document du Groupe des politiques n° 94/10, mai 1994.

que la part des importations est montée de 5,9 à 15,4 % durant la même période²³. Entre 1980 et 1992, la valeur des exportations totales de la Chine est passée de 18 à 86 milliards de dollars US environ. Durant la même période, la valeur des importations est montée de 19,5 à 82 milliards de dollars US²⁴. Depuis la fin des années 70, la Chine a enregistré des excédents commerciaux seulement dans les années qui ont suivi la mise en oeuvre de programmes d'austérité.

La Chine entretient des relations commerciales plus avec l'Asie qu'avec toute autre région du monde (70 % des échanges commerciaux de la Chine se font avec les pays de l'APEC et 57 % se font avec les pays de l'Asie du Nord). Hong Kong est le plus gros partenaire commercial de la Chine, quoiqu'une bonne partie des échanges entre les deux pays consiste dans du commerce d'entrepôt. Les États-Unis et le Japon sont les plus gros marchés d'exportation de la Chine après Hong Kong, qui absorbe ordinairement de 40 à 45 % des exportations chinoises²⁵. Ces trois pays sont aussi les principaux fournisseurs de la Chine. Les échanges commerciaux de la Chine avec les pays de l'Asie du Sud-Est demeurent modestes malgré l'amélioration des relations politiques entre la Chine et ces pays.

En dépit des efforts que la Chine a faits jusqu'à maintenant pour modifier et assouplir son régime commercial, il existe encore un système de restrictions commerciales à niveaux multiples. Ainsi, le régime de licences d'importation de la Chine recouvre 53 grandes catégories de produits, ou l'équivalent d'environ la moitié de la valeur des importations de la Chine. Le manque de transparence s'avère aussi un obstacle de taille : une bonne partie des règles commerciales de la Chine demeurent inconnues pour les entreprises étrangères. À la fin de 1992, suite à une enquête faite par les États-Unis en vertu de l'article 301 au sujet des barrières à l'importation de la Chine, cette dernière s'est engagée à réduire de nombreuses barrières non tarifaires d'ici décembre 1997²⁶. La Chine devra poursuivre ses réformes si elle veut adhérer à l'OMC; du reste, ces négociations sont peut-être à la veille d'aboutir.

On peut s'attendre que la Chine continue d'assouplir sa politique relative à l'investissement étranger en vue d'attirer les capitaux étrangers. La vague

²³ Banque mondiale, *World Tables*, Washington, 1994.

²⁴ FMI, *Direction of Trade Statistics*, Washington, 1987/1993.

²⁵ FMI, *Direction of Trade Statistics*, Washington, 1993.

²⁶ Office of the U.S. Trade Representative, *1994 National Trade Estimate Report on Foreign Trade Barriers*, Washington, 1994.

d'investissements étrangers dont profite actuellement la Chine est de loin la plus importante que le pays ait jamais connue. Le gros de l'investissement étranger en Chine est dirigé vers les régions côtières, principalement la province de Guangdong. Cependant, les entreprises étrangères cherchent de plus en plus à investir à l'intérieur du pays en ouvrant des installations de production et de distribution destinées à répondre aux besoins des marchés intérieurs de la Chine plutôt qu'aux besoins des marchés d'exportation. Une partie des nouveaux investissements étrangers directs vient d'entreprises authentiquement chinoises²⁷. L'existence de ces « opérations circulaires » s'explique par le fait que des entreprises chinoises essaient de profiter du traitement préférentiel accordé aux investisseurs étrangers en même temps qu'elles s'efforcent de « mettre à l'abri » des actifs à l'étranger. Les investisseurs chinois passent par des intermédiaires étrangers situés généralement à Hong Kong. Toutefois, devant la perspective de l'intégration de Hong Kong à la Chine, prévue pour 1997, les investisseurs chinois pourraient trouver un autre endroit plus éloigné d'où ils pourraient mener leurs opérations. On ignore le volume exact des investissements en jeu.

Les principales sources d'investissements étrangers sont Hong Kong (y compris les opérations circulaires mentionnées plus haut, qui sont quelque peu trompeuses), Taiwan, l'Allemagne, le Japon et les États-Unis. L'investissement étranger en provenance de Hong Kong et de Taiwan est concentré dans les provinces côtières méridionales du Guangdong, du Fujian et du Jiangsu, quoique les investisseurs de Hong Kong commencent à avoir aussi des intérêts dans les provinces de l'intérieur du pays. Les investissements japonais, comme les investissements coréens, sont concentrés dans l'est et le nord-est de la Chine. Bien que les Japonais et les Coréens aient surtout des intérêts dans l'industrie légère, ils commencent à investir dans des entreprises de plus grande envergure.

2.6 Russie/AUS

La Russie a hérité des vestiges du système de planification centralisée de l'ancienne Union Soviétique (AUS). Même si, théoriquement, le pouvoir de décision en matière de production et d'affectation des ressources était partagé entre les divers niveaux hiérarchiques (du comité de planification centrale aux ministères aux industries et secteurs et aux entreprises), la prise de décision économique était fortement influencée, sinon contrôlée par le Parti communiste. L'État possédait tous les moyens de production et tous les actifs. Le système ne laissait pas de place aux incitations ni à l'initiative personnelle, et il a abouti en fin de compte à des

²⁷ Voir C. Fred Bergsten et Edward M. Graham, *Towards an Asia Pacific Investment Code : Issues and Options*, Institute for International Economics, Washington, 1994, p. 3. Pour une analyse plus poussée de la question, voir Nicholas Lardy, *China in the World Economy*, Institute for International Economics, Washington, 1994.

déséquilibres macroéconomiques et à des équilibres micro-économiques sous-optimaux, sinon mauvais. Le système était inefficace et peu rentable. Dans les premières années du régime communiste, l'abondance des ressources dont disposait la Russie a probablement masqué ces lacunes, mais dès que l'économie s'est mise à croître et que cette croissance en est venue à dépendre plus de l'utilisation intensive que de l'utilisation extensive des ressources, le système ne pouvait plus tenir.

Nikita Khrushchev, le premier, a tenté d'introduire des réformes dans le système au début des années 60. Il a permis qu'un certain pouvoir de décision soit transmis aux régions, mais non aux gestionnaires d'entreprises. Ensuite, à la fin des années 60, on a dû abandonner les réformes proposées par Kosygin lorsqu'il est apparu évident qu'une réforme partielle n'allait pas résoudre les difficultés économiques du pays et qu'en fait, elle allait en créer de nouvelles. Le gouvernement a donc choisi de se retirer plutôt que d'aller de l'avant. Enfin, les réformes partielles et très timides qui ont été mises en train dans les années 70 et au début des années 80 ne suffisaient pas pour mettre fin à la stagnation économique qui sévissait.

Mikhaïl Gorbatchev croyait au départ que des réformes pouvaient améliorer la performance du système économique sans détruire le Parti communiste. Il s'est rendu compte qu'en fait les réformes s'imposaient, et que la voie qu'il avait choisie allait l'amener vers des changements encore plus profonds. Au mois d'août 1990, le programme de réforme économique mis sur pied par Gorbatchev prévoyait la transformation du système actuel en un système de libre marché dans une période de 500 jours. Le plan consistait à stabiliser la situation budgétaire du gouvernement et à mettre en oeuvre un vaste et audacieux programme de privatisation, qui serait suivi d'une grande opération de libération des prix. Toutefois, à l'automne 1990, le gouvernement a dû abandonner son projet sous la pression des conservateurs. Vint ensuite une période de crise économique : la production a chuté tandis que les prix et le déficit budgétaire ont monté en flèche. Et puis, comme on le sait l'Union Soviétique s'est dissoute.

À la fin de 1991, le président russe Yeltsin a déposé un plan de stabilisation qui devait libérer la plupart des prix, réduire le déficit budgétaire du gouvernement central et mettre en train un programme de privatisation. Ce plan a été mis en oeuvre de façon incohérente (certains observateurs diront qu'il n'a pas été mis en application du tout), ce qui a occasionné une augmentation plus rapide de l'inflation et une autre baisse de la production. Ces événements ont eu pour effet d'intensifier le débat politique sur l'avenir de la réforme économique, les réformateurs invoquant souvent le manque de soutien financier de la part des pays de l'Ouest comme l'un des principaux obstacles au prolongement des réformes.

L'inefficace système agricole collectiviste de l'AUS favorisait la stagnation et le gaspillage. Dans les 20 à 25 dernières années, la Russie a dû importer de grandes quantités de céréales et d'aliments pour animaux. Selon des estimations, 25 à 30 % de la production agricole totale est perdue à l'étape de la récolte, du transport ou de l'entreposage. Dans le cas des denrées périssables, cette proportion atteint 70 %. La production agricole a eu tendance à diminuer dans les années 80 et au début des années 90. Pour contrer ce mouvement, le gouvernement a accompli des réformes touchant le marché, notamment la libération des prix et la décollectivisation. Les effets de ces réformes tardent toutefois à se faire sentir, la plupart des exploitations agricoles devant encore faire des livraisons à l'État. Le décret présidentiel de 1993 autorisant la vente de terrains à des agriculteurs devrait amener éventuellement la formation d'un secteur agricole privé.

La Russie est un gros producteur et un gros exportateur de bois d'oeuvre. Cependant, les politiques d'exploitation extensive des ressources de l'AUS ont favorisé la surexploitation des forêts de la Russie. L'exploitation forestière se déplace constamment vers l'est, en Sibérie, laquelle région représente maintenant le tiers de la production de bois d'oeuvre de la Russie. Toutefois, ce secteur n'a pas échappé à la crise économique qui sévit depuis trois ans, la production étant en baisse depuis 1992. La production dans le secteur du papier et les autres secteurs connexes est aussi en déclin.

L'industrie de la pêche de Russie vient au quatrième rang dans le monde. La Russie fournit environ le quart de la production mondiale de poisson frais et de poisson congelé et le tiers de la production de poisson en conserve.

La Russie possède d'abondantes ressources minérales, particulièrement dans la région montagneuse de l'Oural, en Sibérie et de l'Extrême-Orient russe. Cependant, la production et l'exportation de ressources minérales ont diminué ces dernières années, sauf dans le cas de l'aluminium. La Russie offre encore de grandes possibilités sur le plan de l'exploitation des ressources, mais l'incertitude constante qui règne au sujet de la performance économique du pays et de ses politiques macro-économique et micro-économique rend la Russie beaucoup moins attractive aux yeux des investisseurs nationaux et étrangers, y compris les investisseurs japonais et coréens.

L'AUS était le premier producteur mondial des principaux combustibles et son territoire renferme d'importantes réserves prouvées. En 1991, l'AUS possédait de 8 à 12 % du total des réserves prouvées de pétrole; 85 % des réserves de l'AUS étaient situées en Russie. Cette année-là, la Russie avait généré 90 % de la production de pétrole de l'AUS et 80 % de sa production de gaz naturel. Les exportations de pétrole et de gaz naturel vers l'Europe de l'Ouest et vers les anciens pays membres du CAEM d'Europe de l'Est sont la principale source de revenus en devises de la Russie. Celle-ci

exporte peu de ces produits en Asie du Nord, et elle en importe peu aussi. En outre, la production et l'exportation de pétrole ont connu une baisse sensible dans les dix dernières années. En 1992 par exemple, la production pétrolière était inférieure de plus de 25 % à son niveau de 1980. Les causes de cette diminution sont l'épuisement des champs pétrolifères existants, la détérioration de l'infrastructure de transport et le manque d'investissements. Le gouvernement russe espère renverser cette tendance en haussant les prix intérieurs de l'énergie et en ouvrant la porte de cette industrie aux investisseurs étrangers. Le renversement de la tendance se produira probablement vers la fin du siècle, sinon plus tard. Tandis que la production de gaz naturel plafonnait au début des années 90, ce secteur a échappé aux difficultés encore plus grandes qui affectaient le secteur pétrolier.

Tandis que la Russie représentait plus de la moitié des exportations de l'AUS et environ 40 % de ses importations, près des trois quarts des exportations de la Russie et la moitié de ses importations se rattachaient à d'autres républiques de l'AUS. Dans les années 90, la Russie a connu une baisse sensible de ses importations et de ses exportations avec les pays qui n'ont pas fait partie de l'AUS. À cet égard, précisons que la Russie entretient des relations commerciales surtout avec les pays d'Europe. La Chine est son principal partenaire commercial en Asie du Nord mais de toute évidence, la Russie n'est pas encore un facteur déterminant dans l'intégration économique de l'Asie du Nord.

3. Institutions régionales et programmes d'intégration

Au cours des dernières années, les pays de l'Asie se sont tournés vers les organismes régionaux en tant que centre de coordination des efforts qu'ils déploient pour faire avancer leurs intérêts économiques communs. Toute une panoplie d'organismes et de projets, allant du forum naissant de l'APEC, dont le mandat consiste à faciliter les échanges entre gouvernements, à l'ANASE et au Caucus économique de l'Asie de l'Est²⁸, visent maintenant à instituer des liens politiques et(ou) économiques plus étroits dans la région de l'Asie-Pacifique.

²⁸ C'est à la réunion d'octobre 1991 des ministres de l'Économie des pays membres de l'ANASE que le Groupe économique de l'Asie de l'Est (GEAE) est devenu le Caucus économique de l'Asie de l'Est (CEAE). Le Premier ministre de la Malaisie, M. Mahathir, croyait au début que le GEAE serait un tremplin qui permettrait aux pays de l'Asie de l'Est de débattre et d'élaborer des positions communes au sujet de questions d'ordre économique et commercial et qui donnerait plus de force à la région dans les négociations internationales. On a demandé que le nom de l'organisme soit changé parce que le projet de création d'un bloc commercial régional fermé suscitait certaines craintes. On a ensuite décidé que le Caucus exercerait ses activités dans le cadre de l'APEC.

L'APEC semble en voie de devenir le principal mécanisme de promotion de la coopération économique en Asie et le principal organisme multilatéral permettant aux économies d'Amérique du Nord d'éveiller l'intérêt de l'ensemble des économies de la région du Pacifique. De façon générale, les pays membres de l'APEC reconnaissent la nécessité d'un organisme central capable d'appuyer, de consolider et de faire progresser le système multilatéral du commerce et de l'investissement dans le but d'évaluer et de promouvoir le commerce intrarégional et interrégional et de faire ressortir les intérêts commerciaux et économiques communs des pays de la région. Jusqu'à maintenant, l'APEC a constitué un point de ralliement utile pour les pays de la région de l'Asie-Pacifique voulant débattre diverses questions d'ordre économique dans la région. À vrai dire, l'APEC pourrait étendre ses activités en tant qu'institution en permettant aux pays de la région de l'Asie-Pacifique d'examiner des questions à caractère économique sur la base du « régionalisme ouvert ». La notion du « régionalisme ouvert » continue d'évoluer, mais, dans ses grandes lignes, elle signifie, d'une manière conforme au GATT et à l'OMC, la réduction des barrières au commerce et à l'investissement dans une région sans en imposer de nouvelles aux économies de l'extérieur de la région. D'après certains, l'APEC pourrait jouer un rôle beaucoup plus important au cours des prochaines années, y compris la possibilité d'en faire le pendant de l'OCDE dans la région de l'Asie-Pacifique (c.-à-d. un mécanisme clé d'échange d'information et de coordination des politiques dans la région) ou, à long terme, une zone de libre-échange²⁹. D'autres croient, cependant, que l'APEC doit servir avant tout à contrebalancer les projets plus exclusifs³⁰.

Le Japon s'est officiellement opposé à la formation de blocs commerciaux exclusifs et il a invité les pays occidentaux à tisser des liens plus étroits avec les pays de l'Asie. En outre, le Japon semble avoir adopté le « régionalisme ouvert » dans sa conception de la coopération économique et de la libéralisation commerciale en Asie. Les rapports du Japon avec l'APEC et l'idée qu'il s'en fait ont évolué en même temps que l'organisme lui-même. Le Japon a d'abord dit préférer que l'APEC soit un organisme ouvert. Dernièrement, toutefois, le Japon a souhaité davantage que l'APEC soit une institution régionale. Tokyo semble vouloir que l'APEC soit le centre nerveux des consultations d'orientation dans la région et de la coopération économique. L'ambition du Japon voulant qu'il soit à la tête d'un regroupement des pays de l'Asie

²⁹ Le communiqué de novembre 1994 des leaders, adopté au Sommet tenu à Bogor (Indonésie), fixe comme objectif l'établissement d'une zone de libre-échange transpacifique, l'échéance étant 2010 pour les pays développés et 2020 pour les pays en développement.

³⁰ Si l'APEC peut adopter la notion du régionalisme ouvert et faire progresser le système multilatéral du commerce et de l'investissement tout en défendant les intérêts de ses pays membres aux divers stades de leur développement, il ne sera pas nécessaire qu'un groupe quelconque se donne comme mission de défendre certains intérêts infrarégionaux précis.

pourrait être tempérée par le fait qu'une grande visibilité diplomatique pourrait faire renaître la crainte d'une hégémonie japonaise. Cela dit, l'APEC pourrait constituer le tremplin qui permettrait au Japon de partager avec les États-Unis la position d'artisan des politiques dans la région de l'Asie-Pacifique.

Le processus de coopération économique et politique dans la région est en train de s'accélérer. Nous ne croyons pas que les pays de l'Asie vont se replier sur eux-mêmes, mais, tôt ou tard, ils pourraient décider que leurs intérêts seraient mieux servis en présentant leurs vues dans le cadre de regroupements régionaux. La forte croissance économique qui se poursuit en Asie du Nord, combinée à la réforme économique en cours en Chine qui favorisera une plus grande interdépendance dans la région, constituera une raison de plus de resserrer les liens, mais l'APEC dans son ensemble, plutôt qu'une institution regroupant les pays de l'Asie du Nord, restera probablement le centre nerveux des activités dans la région.

4. Évolution du commerce et de l'investissement en Asie du Nord

Durant les années 80, le commerce mondial a connu une croissance vertigineuse et l'Asie du Nord y a participé pleinement, en particulier la Chine, durant la seconde moitié de la décennie. Entre 1980 et 1992, la valeur en dollars du commerce global de l'Asie du Nord (les exportations plus les importations de la région, sauf la Russie) a pratiquement triplé pour atteindre 1,3 billion de dollars US. Ce groupe de cinq économies d'Asie, dont les exportations totalisaient 702 milliards de dollars US en 1992 et les importations, 592 milliards de dollars US, représentait environ 20 % des exportations mondiales et 15 % des importations mondiales. En outre, la région a enregistré un surplus de 110 milliards de dollars US au chapitre de ses échanges commerciaux. Les États-Unis sont demeurés le marché d'exportation le plus important des économies de l'Asie du Nord. Le Japon est resté la principale source des importations des trois NPI de la région de même qu'un marché en expansion, mais relativement petit, pour leurs exportations. Les États-Unis constituaient la principale source des importations du Japon et, grâce à Hong Kong, de la Chine³¹.

Lorsqu'il s'agit d'intégration régionale, il faut supposer qu'il n'est pas uniquement question de hausses dans les niveaux absolus du commerce et des flux monétaires entre les économies membres. Certains signes doivent montrer que la part intrarégionale de l'ensemble du commerce et des flux financiers des économies membres est plus élevée ou s'accroît plus rapidement que le laissent entendre des

³¹ FMI, *Direction of Trade Statistics (DOTS) Yearbook 1993*, Washington, D.C., 1993.

facteurs comme les taux de croissance du PIB des économies membres. Si les données indiquent qu'un bloc économique ou commercial est en train de se former, il faut alors déterminer si la tendance qui se dessine est attribuable aux mesures prises délibérément par les gouvernements de chacune des économies membres.

Entre 1980 et 1993, le commerce intrarégional s'est accru tant en termes absolus que relatifs. Les échanges commerciaux entre les cinq économies de l'Asie ont augmenté de 40 milliards de dollars US environ en 1980 à 154 milliards en 1990 à 238 milliards à peu près en 1993³². Par rapport à l'ensemble des exportations de ces cinq économies, la part de leurs exportations vers d'autres économies membres du groupe a augmenté de 20 % environ en 1980 à quelque 30 % en 1990 à un tiers à peu près en 1993³³. Cela dit, cependant, même si le commerce bilatéral entre les pays membres s'est développé durant les années 80, dans la plupart des cas, les hausses étaient modestes en termes relatifs (voir le tableau 4.3). Le commerce bilatéral entre la Chine et Hong Kong faisait exception; en termes relatifs, il représentait une partie importante de l'accroissement des échanges intrarégionaux. Il s'agit principalement d'un commerce de produits entreposés qui, tôt ou tard, sont expédiés vers la région ou à l'extérieur de la région. En conséquence, en ne tenant pas compte du commerce d'entrepôt, l'augmentation du commerce intrarégional, généralisée mais plutôt modeste, qu'on observe en termes relatifs ne permet pas de conclure que l'intégration économique s'intensifie de façon marquée en Asie du Nord.

Au cours de la décennie, les flux intrarégionaux d'investissement étranger direct (IED) ont également augmenté de façon substantielle, alors que beaucoup de sociétés de Hong Kong, de Taiwan, de la Corée et du Japon ont déménagé en Chine, où les coûts sont moins élevés, leurs opérations à coefficient élevé de main-d'oeuvre. Le stock total d'IED attribuable, dans les cinq économies de l'Asie à l'étude, à des flux provenant d'autres économies de la région de l'Asie du Nord est passé de 2,2 milliards de dollars US en 1980 à 17,2 milliards en 1990, soit une hausse de 681 %³⁴. Les

³² Voir la sous-section 4.1 ci-après pour une description plus détaillée du commerce intrarégional.

³³ D'après la banque de données sur le commerce international.

³⁴ Toutefois, comme nous l'avons déjà mentionné, le flux accru de l'IED en Chine comprend un élément important : il s'agit de l'investissement par des entreprises chinoises. Ces « opérations circulaires » reflètent les efforts déployés par les entreprises chinoises pour profiter du traitement préférentiel accordé aux investisseurs étrangers de même que leurs tentatives de camoufler leurs actifs dans des opérations hors frontières. Les investisseurs chinois canalisent leurs investissements par l'entremise d'intermédiaires étrangers, généralement situés à Hong Kong. Les opérations circulaires doivent être vues comme un investissement intérieur et, si on en connaissait l'importance exacte, la valeur de ce flux venant de Hong Kong pourrait être déduite; cela réduirait l'importance du flux de l'investissement intrarégional. Consulter C. Fred Bergsten et Edward M. Graham, *Towards an Asia*

sommes investies par des Américains dans la région ont également progressé, mais beaucoup moins rapidement que l'investissement japonais. Cependant, comme nous le montrerons dans la sous-section 4.3 ci-après, rien n'indique que l'investissement intrarégional tende à représenter une partie plus importante de l'investissement étranger total réalisé par les économies de l'Asie du Nord.

Le rapport entre l'IED et le commerce est souvent discuté. Dans certains cas, l'établissement de filiales à l'étranger, comme des usines de fabrication, peut remplacer les exportations venant du pays d'origine. Dans d'autres cas, comme pour la distribution en gros ou le montage de pièces, l'IED peut accroître les débouchés d'exportation. Les filiales étrangères peuvent constituer une source d'information sur les débouchés sur les marchés étrangers, de même qu'une source de demande pour les biens d'équipement produits dans le pays d'origine.

4.1 Évolution du commerce

En Asie du Nord, le commerce intrarégional est passé de 18,5 % environ de l'ensemble du commerce dans la région (les exportations plus les importations) en 1980 à près de 34 % en 1992, et les importations intrarégionales ont totalisé 221 milliards de dollars US en 1993. Cette hausse reflète la croissance vertigineuse qu'ont connue les économies de l'Asie du Nord durant cette période.

Les exportations du Japon vers les autres pays de l'Asie du Nord, qui ont atteint 71,6 milliards de dollars US (voir le tableau 4.1) en 1992, étaient supérieures aux exportations japonaises vers tout autre pays ou région; elles ont dépassé de près de 20 milliards de dollars US les exportations du Japon vers les États-Unis et de 9 milliards, ses exportations vers l'UE. Les exportations japonaises destinées à l'Asie du Nord représentaient, en 1992, 21 % de l'ensemble des exportations du Japon, contre 18 % en 1985 et 16 % en 1980. Entre 1980 et 1992, les importations du Japon venant de l'Asie du Nord ont quadruplé pour atteindre 40 milliards de dollars US, comparativement à des importations japonaises de 53 milliards venant des États-Unis en 1992 et de 31 milliards, venant de l'UE. Les importations japonaises venant de l'Asie du Nord représentaient, en 1992, 17 % de l'ensemble des importations du Japon, contre 11 % en 1985 et 8 % en 1980.

Tableau 4.1-1
Commerce intrarégional (exportations) de l'Asie du Nord (sans la Russie)

1980 Destinataire							
Source	Exportations	Japon	Chine	Hong Kong	Taiwan	Corée	
Japon		0	4032	908	2293	3032	
Chine		5078	0	1253	0	0	
Hong Kong		4761	4353	0	1597	823	
Taiwan		5146	0	615	0	212	
Corée		5368	0	227	313	0	
Total		20353	8385	3003	4203	4067	40011

1985 Destinataire							
Source	Exportations	Japon	Chine	Hong Kong	Taiwan	Corée	
Japon		0	5695	1274	3386	4543	
Chine		12480	0	7824	68	0	
Hong Kong		6538	6715	0	2671	1566	
Taiwan		5063	0	713	0	196	
Corée		7130	0	541	333	0	
Total		31211	12410	10352	6458	6305	66736

1990 Destinataire							
Source	Exportations	Japon	Chine	Hong Kong	Taiwan	Corée	
Japon		0	9011	4681	8496	12638	
Chine		6130	0	20336	3639	0	
Hong Kong		13072	26630	0	2671	3780	
Taiwan		15430	320	3463	0	1249	
Corée		17457	1260	1908	1452	0	
Total		52089	37221	30388	16258	17667	153623

1992 Recipient							
Source	Exportations	Japon	Chine	Hong Kong	Taiwan	Corée	
Japon		0	11679	6262	9467	11599	
Chine		11926	0	35427	5866	2654	
Hong Kong		20734	37512	0	11246	5909	
Taiwan		21153	695	4239	0	2262	
Corée		17793	2405	1953	1315	0	
Total		71606	52291	47881	27894	22424	222096

Source : Banque de données sur le commerce international, certaines années.
Nota : Des données sur les pays partenaires sont utilisées pour Taiwan.

Tableau 4.1-2

Commerce intrarégional (importations) de l'Asie du Nord (sans la Russie)

1980 Source							
Destinataire	Importations	Japon	Chine	Hong Kong	Taiwan	Corée	
Japon	0		5169	5144	5146	5838	
Chine	4323		0	4402	0	0	
Hong Kong	569		570	0	615	98	
Taiwan	2293		0	1597	0	313	
Corée	2996		0	776	212	0	
Total	10181		5739	11919	5973	6249	40061

1985 Source							
Destinataire	Importations	Japon	Chine	Hong Kong	Taiwan	Corée	
Japon	0		14236	6821	5063	7531	
Chine	6483		0	7537	0	0	
Hong Kong	767		4451	0	713	492	
Taiwan	3386		68	2671	0	333	
Corée	4092		0	1060	196	0	
Total	14728		18755	18089	5972	8356	65900

1990 Source							
Destinataire	Importations	Japon	Chine	Hong Kong	Taiwan	Corée	
Japon	0		7587	13271	15430	18574	
China	12054		0	30317	595	0	
HongKong	2173		14151	0	713	614	
Taiwan	8496		2255	7458	0	1452	
Korea	11707		684	3615	1249	0	
Total	34430		24677	54661	17987	20640	152395

1992 Source							
Destinataire	Importations	Japon	Chine	Hong Kong	Taiwan	Corée	
Japon	0		13682	21486	21153	19458	
Chine	16926		0	45798	695	3725	
Hong Kong	2044		20534	0	4239	794	
Taiwan	9467		5866	11246	0	1315	
Corée	11568		2623	5784	2262	0	
Total	40005		42705	84314	28349	25292	220665

Source : Banque de données sur le commerce International, certaines années.

Nota : Des données sur les pays partenaires sont utilisées pour Taiwan.

Tableau 4.2-1

Commerce intrarégional (exportations) de l'Asie du Nord (y compris la Russie)

1980 Destinataire							
Source	Exportations Japon	Chine	Hong Kong	Taiwan	Corée	AUS	
Japon	0	4032	908	2293	3032	1703	
Chine	5078	0	1253	0	0	240	
Hong Kong	4761	4353	0	1597	823	33	
Taiwan	5146	0	615	0	212	0	
Corée	5368	0	227	313	0	9	
AUS	2778	228	15	0	2	0	
Total	23131	8613	3018	4203	4069	1985	45019

1985 Destinataire							
Source	Exportations Japon	Chine	Hong Kong	Taiwan	Corée	AUS	
Japon	0	5695	1274	3386	4543	1307	
Chine	12480	0	7824	68	0	924	
Hong Kong	6538	6715	0	2671	1566	48	
Taiwan	5063	0	713	0	196	0	
Corée	7130	0	541	333	0	0	
AUS	2751	981	66	0	0	0	
Total	33962	13391	10418	6458	6305	2279	72813

1990 Destinataire							
Source	Exportations Japon	Chine	Hong Kong	Taiwan	Corée	AUS	
Japon	0	9011	4681	8496	12638	3064	
Chine	6130	0	20336	3639	0	2012	
Hong Kong	13072	26630	0	2671	3780	90	
Taiwan	15430	320	3463	0	1249	55	
Corée	17457	1260	1908	1452	0	0	
AUS	2563	2239	113	65	0	0	
Total	54652	39460	30501	16323	17667	5221	163824

1992 Destinataire							
Source	Exportations Japon	Chine	Hong Kong	Taiwan	Corée	AUS	
Japon	0	11679	6262	9467	11599	2279	
Chine	11926	0	35427	5866	2654	3526	
Hong Kong	20734	37512	0	11246	5909	63	
Taiwan	21153	695	4239	0	2262	494	
Corée	17793	2405	1953	1315	0	524	
AUS	2115	2730	245	72	487	0	
Total	73721	55021	48126	27966	22911	6886	234631

Source : Banque de données sur le commerce international, certaines années.

Nota : Des données sur les pays partenaires sont utilisées pour Taiwan.

Tableau 4.2-2
Commerce intrarégional (importations) de l'Asie du Nord (y compris la Russie)

1980 Source							
Destinataire	Importations	Japon	Chine	Hong Kong	Taiwan	Corée	AUS
Japon	0		5169	5144	5146	5838	3075
Chine	4323	0		4402	0	0	251
Hong Kong	569	570	0		615	98	16
Taiwan	2293	0	1597	0		313	0
Corée	2996	0	776	212	0		3
AUS	1860	264	36	0	0	10	0
Total	12041	6003	11955	5973	6259	3345	45576

1985 Source							
Destinataire	Importations	Japon	Chine	Hong Kong	Taiwan	Corée	AUS
Japon	0		14236	6821	5063	7531	3049
Chine	6483	0		7537	0	0	1141
Hong Kong	767	4451	0		713	492	73
Taiwan	3386	68	2671	0		333	0
Corée	4092	0	1060	196	0		0
AUS	1429	962	52	0	0	0	0
Total	16157	19717	18141	5972	8356	4263	72606

1990 Source							
Destinataire	Importations	Japon	Chine	Hong Kong	Taiwan	Corée	AUS
Japon	0		7587	13271	15430	18574	2819
Chine	12054	0		30317	595	0	2253
Hong Kong	2173	14151	0		713	614	125
Taiwan	8496	2255	7458	0		1452	65
Corée	11707	684	3615	1249	0		0
AUS	3351	2140	99	55	0	0	0
Total	37781	26817	54760	18042	20640	5262	163302

1992 Source							
Destinataire	Importations	Japon	Chine	Hong Kong	Taiwan	Corée	AUS
Japon	0		13682	21486	21153	19458	1280
Chine	16926	0		45798	695	3725	2958
Hong Kong	2044	20534	0		4239	794	270
Taiwan	9467	5866	11246	0		1315	72
Corée	11568	2623	5784	2262	0		536
AUS	3317	3887	77	494	576	0	0
Total	43322	46592	84391	28843	25868	5116	234132

Source : Banque de données sur le commerce international, certaines années.

Nota : Des données sur les pays partenaires sont utilisées pour Taiwan.

Durant les années 80, la part des exportations du Japon destinées à la Chine a diminué, tandis que les parts destinées aux NPI ont augmenté (voir le tableau 4.3). La part des exportations de la Chine destinées à Hong Kong et transitant par Hong Kong s'est accrue de façon marquée, en raison de l'augmentation du commerce d'entrepôt, alors que les exportations chinoises ont pénétré les marchés occidentaux et, en particulier, celui des États-Unis. Ce qui est remarquable, cependant, c'est que la part des exportations chinoises destinées au Japon a diminué de 50 %. Durant la période à l'étude, en pourcentage, la part des exportations et des réexportations de Hong Kong destinées à la Chine a presque quadruplé. Les parts des exportations de Hong Kong destinées au Japon et aux autres NPI ont augmenté de façon marginale. Les parts des exportations de Taiwan et de la Corée destinées à la Chine ne se sont pas accrues de façon aussi marquée, mais elles ont tout de même augmenté. Et, comme pour Hong Kong, en pourcentage, la part des exportations de Taiwan et de la Corée destinées au Japon et aux NPI a elle aussi augmenté. La Corée dépend presque deux fois plus du marché japonais que Taiwan, qui, de son côté, en dépend quasiment deux fois plus que Hong Kong.

Tableau 4.3
Distribution des exportations de marchandises
(en pourcentage)

1990 Importateur	Exportateur	Region					Total des exportations (en milliards de \$ US)	
		Japon	Chine	Hong Kong	Taiwan	Corée		(total)
	Japon		2,20	4,40	5,40	6,10	18,10	297
	Chine	15,70		42,00	0,50	1,20	59,40	65
	Hong Kong	5,30	25,30		4,30	2,30	37,20	84
	Taiwan	11,90	3,20	10,50		2,00	27,60	71
	Corée	19,30	0,90	5,90	1,90		28,00	66

1980 Importateur	Exportateur	Region				Total des exportations (en milliards de \$ US)		
		Japon	Chine	Hong Kong	Taiwan		Korea	(total)
	Japon		3,90	3,80	3,90	4,30	15,90	138
	Chine	22,40		22,80	0,00	0,00	45,20	19
	Hong Kong	4,40	6,40		3,00	1,10	14,90	20
	Taiwan	10,90	0,00	7,80		1,50	20,20	21
	Corée	17,30	0,00	4,70	1,30		23,30	18

Source : "FDI and APEC Economic Integration", exposé du Canada devant le groupe spécial sur les tendances et les questions économiques, sixième réunion des ministres de l'APEC, Indonésie, 1994, tableaux 15 et 17.

Entre 1980 et 1990, la part des importations du Japon venant de chacune des quatre autres économies de la région a augmenté (voir le tableau 4.3). Toutefois, les importations de la Chine venant du Japon ont diminué de deux tiers environ, tandis que les parts de ses importations venant de chacun des NPI et, en particulier, de Hong Kong ont augmenté. Bien que le pourcentage des importations de Hong Kong venant du Japon ait diminué durant cette période, les parts des importations de Hong Kong venant de la Chine en particulier et des NPI se sont accrues. Chacun des quatre pays partenaires a accru sa pénétration du marché taiwanais. En pourcentage, les importations de la Corée venant du Japon sont demeurées stables, mais ses importations venant des autres pays de la région ont augmenté.

Tableau 4.4
Distribution des importations de marchandises
(en pourcentage)

1990 Exportateur	1990 Importateur					Region (total)	Total des importations (en milliards de \$ US)	
	Importations	Japon	Chine	Hong Kong	Taiwan			Corée
Japon			4,60	2,00	3,80	5,80	16,20	222
Chine		11,50		37,40	4,00	1,00	53,90	57
Hong Kong		16,40	34,00		9,30	4,90	64,60	80
Taiwan		32,30	0,70	7,30		2,60	42,90	49
Corée		28,30	1,20	3,00	2,30		34,80	64

1980 Exportateur	1980 Importateur					Region (total)	Total des importations (en milliards de \$ US)	
	Importations	Japon	Chine	Hong Kong	Taiwan			Corée
Japon			3,20	0,70	1,70	2,40	8,00	134
Chine		30,50		7,50	0,00	0,00	38,00	18
Hong Kong		23,50	19,60		7,40	3,80	54,30	23
Taiwan		27,10	0,00	3,10		1,20	31,40	20
Corée		28,20	0,00	1,10	1,50		30,80	21

Source : "FDI and APEC Economic Integration", exposé du Canada devant le groupe spécial sur les tendances et les questions économiques, sixième réunion des ministres de l'APEC, Indonésie, 1994, tableaux 14 et 16.

On se demande souvent si un bloc commercial centré sur le Japon est en train de se développer en Asie -- que ce soit dans l'ordre des choses, parce qu'on constate que des blocs apparaissent actuellement en Amérique du Nord et en Europe ou en raison des efforts concertés, mais voilés, déployés par le Japon pour dominer la région. On craint, évidemment, qu'un bloc commercial asiatique érige des barrières au commerce et à l'investissement internationaux. Comme les économies de l'Asie du Nord et de l'Asie du Sud-Est ont connu une croissance interne dynamique et vertigineuse, il semble normal que les flux commerciaux aient progressé rapidement

durant les années 80. Il serait plus pertinent de se demander si, en Asie du Nord, le commerce interne a progressé plus rapidement qu'il aurait « dû » progresser, étant donné les taux de croissance économique de chacun des pays membres, les distances qui séparent les partenaires commerciaux, les activités dans lesquelles chaque économie possède un avantage comparatif et le caractère du commerce de chaque économie avec le reste du monde. Dans le cas de l'Asie du Nord, la mesure de Petri de la tendance au commerce intrarégional (que nous examinerons un peu plus ci-après) a augmenté de 20 % entre 1980 et 1992. J'estime, toutefois, que cette mesure non seulement n'a pas augmenté plus qu'elle aurait dû, mais qu'elle a peut-être augmenté moins qu'elle aurait dû, compte tenu des critères que je viens d'énumérer.

- **Commerce avec la Russie et l'AUS**

Les exportations de la Chine vers les républiques de l'AUS ne représentent que de 3 à 4 % des exportations de ce pays depuis 1985; les exportations du Japon vers l'AUS n'ont cessé de diminuer; elles sont passées de 2 % de l'ensemble des exportations du Japon en 1980 à 0,5 % en 1993; et dans le cas des NPI, ces exportations étaient à peine perceptibles. De façon générale, les importations de marchandises venant de l'AUS représentaient 1,5 % des achats du Japon à l'étranger entre 1980 et 1992, 5 % de ceux de la Chine, et un pourcentage négligeable de ceux des NPI.

En 1990, seulement 30 % des exportations de la Russie étaient destinées à des économies de l'extérieur de l'AUS, et environ 50 % de ses importations venaient de l'extérieur de l'AUS. Par la suite, tant les exportations que les importations ont chuté de façon substantielle. Pour ce qui est du commerce de la Russie avec l'Asie, la Chine est le plus important partenaire commercial de ce pays; en 1992, 6,4 % des exportations de la Russie étaient destinées à la Chine, et 4,5 % de ses importations venaient de la Chine. Le Japon vient au deuxième rang; la même année, 3,6 % des exportations de la Russie lui étaient destinées et 4,5 % des importations de la Russie venaient du Japon³⁵.

³⁵ Source : Banque mondiale, *Statistical Handbook 1993 : States of the Former USSR*, Washington, 1994.

4.2 Intensité du commerce intrarégional

Il y a un certain nombre de façons de mesurer l'intensité du commerce intrarégional ou la tendance au commerce intrarégional³⁶. Dans le tableau 4.5, nous décrivons une mesure de l'intensité du commerce, que Petri appelle le coefficient « double relatif » de l'intensité du commerce et où entre en ligne de compte la nature du commerce mondial³⁷. Cette mesure donne à entendre que le commerce international n'est pas faussé si les exportations de chacun des pays vers une région donnée correspondent à la part des exportations mondiales qui est destinée à cette région. Par exemple, si 20 % des exportations mondiales vont à l'Asie du Nord et si 20 % des exportations de la Chine sont destinées à l'Asie du Nord, le coefficient double relatif de l'intensité du commerce vaudrait un et la Chine ne privilégierait pas l'Asie du Nord dans ses exportations.

³⁶ Consulter Peter Petri, « *The East Asian Trading Bloc: An Analytical History* », présenté à la conférence du *National Bureau for Economic Research*, avril 1992; et Jeffrey A. Frankel, « *Is a Yen Bloc Forming in Pacific Asia* »? 175, dans *The AMEX Bank Review*, New York, 1991, p. 4-20.

³⁷ La mesure de Petri se calcule en divisant la proportion du commerce nord-asiatique, représentée par le commerce intrarégional en Asie du Nord, par la proportion du commerce mondial, représentée par le commerce nord-asiatique. Ni Petri ni Frankel n'établissent un algorithme permettant de passer du cas particulier d'un pays qui fait affaire de façon privilégiée avec une région au cas général des pays d'une région qui privilégient d'autres pays de la région (comme nous l'avons calculé dans le texte). Il est possible que le coefficient de l'intensité du commerce ne vaille pas un dans le cas d'un commerce intrarégional neutre.

Tableau 4.5
 L'Asie du Nord sans la Russie : commerce intrarégional et commerce mondial

Année	Asie du Nord : commerce intrarégional			Asie du Nord : commerce mondial			Ensemble du commerce mondial (C)
	Exportations	Importations	Total (A)	Exportations	Importations	Total (B)	
1980	40011	40061	80072	206897	226617	433514	3842000
1985	66736	65900	132636	292557	250186	542743	3701000
1990	153623	152395	306018	562752	494238	1056990	6766000
1992	222096	220665	442761	702219	594983	1297202	7533000

Année	Commerce intrarégional en pourcentage du commerce mondial de la région (D=A/B*100)	Commerce nord-asiatique en pourcentage de l'ensemble du commerce mondial (E=B/C*100)	Coefficient double relatif (D/E)
	1980	18,47	11,28
1985	24,44	14,66	1,67
1990	28,95	15,62	1,85
1992	34,13	17,22	1,98

L'Asie du Nord, y compris la Russie : commerce intrarégional et commerce mondial

Année	Asie du Nord : commerce intrarégional			Asie du Nord : commerce mondial			Ensemble du commerce mondial (C)
	Exportations	Importations	Total (A)	Exportations	Importations	Total (B)	
1980	45019	45576	90595	247457	268569	516026	3842000
1985	72813	72606	145419	336543	304293	640836	3701000
1990	163824	163302	327126	609393	553046	1162439	6766000
1992	234631	234132	468763	751055	642969	1394024	7533000

Année	Commerce intrarégional en pourcentage du commerce mondial de la région (D=A/B*100)	Commerce nord-asiatique en pourcentage de l'ensemble du commerce mondial (E=B/C*100)	Coefficient double relatif (D/E)
	1980	17,56	13,43
1985	22,69	17,32	1,31
1990	28,14	17,18	1,64
1992	33,63	18,51	1,82

Source : Commerce intrarégional : tableaux 4.1 et 4.2 ci-haut. Commerce nord-asiatique et commerce mondial de la région : Banque de données sur le commerce international, certaines années. Ensemble du commerce mondial : DOTS Yearbook, FMI, certaines années.
 Nota : Coefficient double relatif (D/E)

Dans le cas des cinq économies d'Asie du Nord considérées dans le présent rapport, la hausse du coefficient double relatif d'intensité du commerce signifierait que ces économies privilégient la région dans leurs échanges commerciaux. Le coefficient est passé de 1,64 en 1980 à 1,98 en 1992. Si l'on ajoute le commerce de la Russie à celui des cinq économies d'Asie du Nord, le coefficient augmente entre 1985 et 1992, mais il est moins élevé que le coefficient relatif aux cinq économies d'Asie du Nord seulement durant chacune des quatre années pour lesquelles des coefficients ont été calculés.

Les données statistiques sur le commerce intrarégional en Asie du Nord sont biaisées vers le haut à cause du double comptage (impossible à mesurer avec précision) des marchandises qui transitent par Hong Kong lorsqu'elles sont destinées à la partie continentale de la Chine ou qu'elles la quittent. On pourrait supposer que le biais vers le haut s'est accru au cours de la dernière décennie, alors que les transbordements se sont intensifiés.

On peut tirer deux conclusions à propos du commerce intrarégional en Asie du Nord. Premièrement, les économies membres de l'Asie du Nord semblent avoir privilégié leurs partenaires commerciaux de la région dans leur commerce. Rien d'étonnant à cela, vu qu'en Amérique du Nord et dans l'UE, le commerce intrarégional affiche la même tendance³⁸. Deuxièmement, cette tendance aurait été plus forte en 1992 qu'en 1980, même si le rôle d'entrepôt de la Chine joué par Hong Kong y introduit une distorsion vers le haut.

4.3 Évolution de l'investissement

Il est plus difficile d'approfondir et d'analyser l'évolution de l'investissement étranger direct que l'évolution du commerce parce que les gouvernements ne rendent pas publiques, d'une façon régulière, leurs données sur l'IED³⁹. Malgré les problèmes que posent les données, on peut observer certaines tendances de base. À l'échelle mondiale, l'IED japonais a augmenté rapidement au milieu des années 80, mais les

³⁸ Consulter J. Frankel, « *Is a Yen Bloc Forming in Pacific Asia?* », dans *Finance and the International Economy: The AMEX Bank Review Prize Essays*, New York, 1991.

³⁹ Les gouvernements déclarent de diverses façons leurs données sur l'IED et les données sont rarement comparables d'un pays à un autre. Par exemple, les données japonaises sur l'IED par pays ne sont disponibles qu'en fonction de ce qu'on appelle le critère de l'« approbation ». Ces données désignent les projets d'IED de sociétés japonaises auxquels les gouvernements d'accueil donnent leur approbation. Ces projets peuvent différer des flux d'investissement réels (ou réalisés) parce que l'investissement véritable peut survenir durant un exercice financier postérieur à l'année où l'approbation a été donnée et parce qu'un projet d'investissement et son approbation ne garantissent pas que le projet sera réalisé.

sorties de capitaux ont chuté après 1989. Depuis la fin des années 80, les NPI sont devenus des sources de plus en plus importantes d'IED dans d'autres régions de l'Asie, mais surtout pour la Chine. D'après les données sur certains pays tirées du *World Investment Directory 1992* des Nations Unies, le stock de l'IED des États-Unis était supérieur à celui du Japon à Hong Kong, à Taiwan et en Chine durant la dernière année indiquée (1987, 1988 ou 1989), tandis que l'IED du Japon dépassait celui des États-Unis en Corée. Les données montrent que la présence relative du Japon dans la région s'est accrue. De façon générale, le stock de l'IED intrarégional réalisé à l'intérieur de la région semble être passé de 2 milliards de dollars US en 1980 à 17 milliards en 1990.

Tableau 4.6
Part de l'IED réalisé à l'intérieur de la région dans la formation intérieure
brute de capital

Pays	1971-75	1976-80	1981-85	1986-91
Japon	0,1	0,1	0,1	0,1
Chine	0	0,1	0,9	2,3
Hong Kong	5,9	4,2	6,9	12,1
Taiwan	1,4	1,2	1,5	3,5
Corée	1,9	0,4	0,5	1,1

Source : "FDI and APEC Economic Integration", exposé du Canada devant le groupe spécial sur les tendances et les questions économiques sixième réunion des ministres de l'APEC, Indonésie, 1994, tableau 8.

Tableau 4.7

Stock de l'IED réalisé à l'intérieur de la région et stock de l'IED réalisé à l'étranger, en pourcentage du PIB

Pays	Stock de l'IED réalisé à l'intérieur de la région, en pourcentage du PIB		Stock de l'IED réalisé à l'étranger, en pourcentage du PIB	
	1980	1990	1980	1990
Japon	0,3	0,6	3,4	10,6
Chine	0,2	2,9	0	0,1
Hong Kong	1,9	4,2	21,3	28
Taipei	6,6	8,4	0,2	2
Corée	2,1	2,8	2,4	4,3

Source : "FDI and APEC Economic Integration", exposé du Canada devant le groupe spécial sur les tendances et les questions économiques, sixième réunion des ministres de l'APEC, Indonésie, 1994, tableau 9

Sauf peut-être pour Hong Kong, l'IED réalisé à l'intérieur de la région ne constitue qu'une petite partie de la formation intérieure brute de capital des économies de l'Asie à l'étude (voir le tableau 4.6). Toutefois, il joue un rôle de plus en plus important tant en Chine qu'à Taiwan. Les apports de capitaux ont été peu importants au Japon et en Corée. Dans le cas de Hong Kong, du Japon et de la Corée, leur stock d'investissement réalisé à l'étranger, exprimé en pourcentage du PIB, est supérieur à ce que des étrangers détiennent de leurs facteurs de production (voir le tableau 4.7). Dans le cas du Japon et de Hong Kong, les stocks de l'IED réalisé à l'étranger sont beaucoup plus importants. Les augmentations d'envergure survenues durant les années 80 reflètent, en partie, le transfert à l'étranger de la production à coefficient élevé de main-d'oeuvre. Les chiffres devraient continuer d'augmenter pour Taiwan et la Corée du Sud également, à mesure que ces pays continueront de transférer leur production vers la Chine et vers d'autres pays étrangers. Ce n'est que tout récemment que les gouvernements de Taiwan et de la Corée ont réduit les restrictions qui limitaient l'investissement réalisé à l'étranger.

Tableau 4.8
Distribution du stock de l'IED réalisé à l'étranger
(en pourcentage)

1990		Pays d'origine					Region	IED réalisé
Pays d'accueil	IED	Japon	Chine	Hong Kong	Taiwan	Corée	(total)	à l'étranger : (en milliards de \$ US)
	Japon		0,9	3,2	0,9	1,3	6,3	311
	Chine	1,2		15,8	0	0	17	0,5
	Hong Kong	2,6	29,9		7,2	0,6	40,3	20
	Taiwan	0,3	0	1,9		0	2,2	3,1
	Corée	1,1	1,8	1,1	0,2		4,2	3,7

1980		Pays d'origine					Region	IED réalisé
Pays d'accueil	IED	Japon	Chine	Hong Kong	Taiwan	Corée	(total)	à l'étranger : (en milliards \$ US)
	Japon		0	3	1	3,1	7,1	36,5
	Chine	1,9		24,5	0	0	26,4	0
	Hong Kong	1,2	50		0,4	0,5	52,1	5,9
	Taiwan	1	0	4		0	5	0,1
	Corée	1,2	0	0,9	0		2,1	0,2

Source : "FDI and APEC Economic Integration", exposé du Canada devant le groupe spécial sur les tendances et les questions économiques, sixième réunion des ministres de l'APEC, Indonésie, 1994, tableaux 19 et 21.

De façon générale, les apports de capitaux japonais dans la région ont été conformes aux tendances, au niveau mondial, des flux de l'IED japonais. La montée rapide du flux de l'IED japonais à l'échelle mondiale a débuté durant l'exercice financier 1984 du Japon et, au cours de l'exercice 1989, a atteint un sommet d'un niveau presque cinq fois plus élevé que celui du début des années 80, avant de chuter de façon marquée pour revenir à un niveau trois fois plus élevé qu'au début des années 80. L'IED japonais dans la région affiche une courbe similaire. De façon générale, l'IED japonais allant à l'Asie du Nord était moins important après 1985 qu'avant cette année. Depuis 1985, c'est l'Amérique du Nord qui est la plus importante destination de l'IED japonais, l'Europe se classant deuxième. Rien ne nous porte à croire qu'à court terme, le flux de l'IED japonais par région devrait être réparti autrement. Le Japon devrait continuer d'investir moins dans les NPI de la région, alors que les entreprises japonaises vont continuer d'investir à l'étranger dans des endroits où les coûts de production sont moins élevés. Par le fait même, les flux vers la Chine devraient s'accroître. (Voir le tableau 4.8 pour la distribution des flux de l'investissement intrarégional.)

Bien qu'en termes absolus, les flux de l'investissement entre Hong Kong et la Chine aient augmenté considérablement, le tableau 4.8 semble indiquer qu'il y a eu diminution de la part relative de chaque économie dans le flux de l'investissement

réalisé à l'étranger par l'autre. En raison de la forte remontée de l'activité économique en Chine durant les années 90 et du courant de plus en plus important d'activité économique entre les deux pays durant cette période, cette tendance pourrait fort bien s'être inversée. Les flux de la Corée vers la Chine vont probablement continuer d'augmenter et, dans le cas des flux de Taiwan vers la Chine, les chiffres d'après 1990 seront vraisemblablement plus élevés, vu que le gouvernement de Taiwan a réduit les restrictions qui empêchaient d'investir sur le continent.

Tableau 4.9
Distribution du stock de l'IED réalisé à l'intérieur de la région
(en pourcentage)

1990		Pays d'accueil					Region	IED réalisé
Pays d'origine	IED	Japon	Chine	Hong Kong	Taiwan	Corée	(total)	à l'intérieur de la région : (en milliards de \$ US)
Japon			0	2,8	0	0	2,8	18,4
Chine	7,2			56,2	0	0	63,4	10,6
Hong Kong	32,3		10,5		0,6	-3,9	39,5	3
Taiwan	28,9		0	10,8		0	39,7	13,3
Corée	49,7		0	1,9	0,1		51,7	6,7

1980		Pays d'accueil					Region	IED réalisé
Pays d'origine	IED	Japon	Chine	Hong Kong	Taiwan	Corée	(total)	à l'intérieur de la région : (en milliards de \$ US)
Japon			0	2,5	0,6	0	3,1	3
Chine	5,8			51,2	0	0	57	0,7
Hong Kong	23		0		0,9	0	23,9	0,5
Taiwan	18,5		0	12,5		0	31	2,7
Corée	56,1		0	2,1	0		58,2	1,3

Source : "FDI and APEC Economic Integration", exposé du Canada devant le groupe spécial sur les tendances et les questions économiques, sixième réunion des ministres de l'APEC, Indonésie, 1994, tableaux 18 et 20.

Bien que la part de l'investissement japonais allant aux économies de l'Asie du Nord soit peut-être en baisse par rapport à la part qui va à l'Amérique du Nord et à l'Europe, le Japon investit encore beaucoup dans ces économies. À l'exception de la Corée, les intérêts du Japon au chapitre du stock d'investissement se sont accrus au sein de chacune de ces économies entre 1980 et 1990 (voir le tableau 4.9). Les rapports de plus en plus étroits qui unissent la Chine à Hong Kong sont reflétés par les parts grandissantes de l'IED réalisé à l'intérieur de la région, attribuable à l'autre économie. Encore une fois, lorsqu'ils seront publiés, les chiffres d'après 1990 devraient refléter des flux de plus en plus importants de Taiwan et de la Corée vers la Chine.

Tableau 4.10

Distribution par secteur, pour l'Asie du Nord, du stock de l'IED réalisé à l'intérieur de la région et du stock de l'IED réalisé à l'étranger

Pays		IED réalisé à l'intérieur de la région			IED réalisé à l'étranger			
		Secteur primaire	Secteur secondaire	Secteur tertiaire	Secteur primaire	Secteur secondaire	Secteur tertiaire	
Japon	1980	0	77,7	22,3	1980	21,9	34,4	43,7
	1990	0	63,9	36,1	1990	5,7	26,7	67,6
Chine	1983	66,9	20,4	12,7	1983	2	12,2	85,7
	1988	8,2	49,7	42,2	1985	37	20,3	42,7
Taiwan	1980	0	93,6	6,4	1980	4,2	85,8	10
	1988		88,3	11,7	1988	1,1	65,7	33,2
Corée	1980	1	66,8	32,2	1980	22,2	17,6	60,1
	1988	0,9	61,5	37,6	1988	43,7	34,6	21,8

Nota : Les chiffres pour Hong Kong ne sont pas disponibles.

Source : "FDI and APEC Economic Integration", exposé du Canada devant le groupe spécial sur les tendances et les questions économiques, sixième réunion des ministres de l'APEC, Indonésie, 1994, tableau 10.

Les industries manufacturières de l'Asie du Nord accaparent encore la plus grande part de l'IED qui est réalisé dans la région (voir le tableau 4.10). Toutefois, à l'exception de la Chine, la part qui est canalisée vers ce secteur est en baisse. Ni le Japon ni les NPI n'ont attiré l'investissement dans le secteur primaire. Dans le secteur manufacturier, les industries de la machinerie électrique, des produits chimiques et des métaux sont celles qui ont le plus bénéficié de l'IED réalisé dans la région. Parmi les industries non manufacturières, le secteur des services a bénéficié le plus de l'IED réalisé dans la région. Le Japon et Taiwan ont de plus en plus axé sur le secteur tertiaire leurs investissements réalisés à l'étranger. La Chine et la Corée ont augmenté leurs investissements tant dans le secteur primaire que dans le secteur secondaire.

4.4 Intégration infrarégionale

La Chine élargie ou la zone économique du sud de la Chine comprend le sud de la Chine, Hong Kong et Taiwan. Les entreprises de Hong Kong et de Taiwan ont investi des sommes considérables dans les provinces du sud de la Chine; de leur côté, les entreprises du continent chinois ont investi des sommes importantes à Hong Kong.

En outre, les entreprises de Hong Kong semblent venir au premier rang pour les investisseurs étrangers qui veulent pénétrer le continent. Dans cette montée de l'investissement étranger, les investisseurs ont cessé de mettre l'accent sur la production destinée à l'exportation pour investir plutôt dans la production destinée aux marchés intérieurs de la Chine. La proximité de la Chine, de son stock de terrains et de son bassin de main-d'œuvre, de même que la langue et la culture communes, sont devenues des facteurs avantageux pour les investisseurs étrangers chinois de Hong Kong et, plus récemment, de Taiwan qui ont assisté à une baisse de la compétitivité internationale de leurs produits manufacturés à bas prix à mesure que grimpaient les coûts des terrains et de la main-d'œuvre. Suite à des investissements de 22 milliards de dollars US par quelque 17 000 sociétés, les entreprises de Hong Kong emploient pas moins de deux millions de personnes sur le continent et y représentent environ 60 % de l'ensemble de l'investissement étranger⁴⁰. L'investissement réel de Taiwan en Chine a atteint un niveau annuel supérieur à un milliard de dollars US, mais, à cause de l'investissement indirect non déclaré, ce chiffre pourrait être très inférieur aux niveaux réels.

La majeure partie de l'investissement venant de Hong Kong et de Taiwan a été le fait de petites et de moyennes entreprises et a surtout porté sur la fabrication et l'assemblage de produits à faible valeur ajoutée, comme les textiles, les jouets et la chaussure. Dans de nombreux cas, les matières premières et (ou) les produits semi-finis sont expédiés de Hong Kong, et les produits finis y sont réexpédiés en vue d'être exportés vers des pays tiers. Cela dit, les investisseurs placent maintenant leurs capitaux dans des secteurs comme les systèmes de distribution et la production destinée au marché intérieur de la Chine. De nombreuses entreprises taïwanaises considèrent encore trop risqué d'investir des sommes importantes en Chine. Cette situation ne devrait pas changer de façon marquée tant qu'un cadre juridique efficace ne régira pas le commerce et tant que les entreprises étrangères faisant affaire en Chine ne bénéficieront pas d'une meilleure protection légale.

En Asie, l'activité économique s'intensifie, tant au niveau régional qu'au niveau infrarégional. Une conjoncture économique changeante et certains avantages comparatifs naturels semblent sous-tendre ce phénomène. Les liens culturels, linguistiques et familiaux semblent également jouer un rôle. Ce qu'il faut avant tout retenir de l'intégration et de l'interdépendance économiques infrarégionales naissantes

⁴⁰ D'après un rapport récent de l'OCDE, l'IED réel en Chine a totalisé 60 milliards de dollars US depuis 1979, dont 26 milliards en 1993. Hong Kong représente encore les deux tiers à peu près des apports d'IED en Chine, et le rôle de Taiwan continue d'augmenter. Depuis 1990, le rapport de l'investissement réel à l'investissement contractuel a diminué considérablement pour s'établir à 20 % environ. Consulter « *China's Progress Towards an Open Economy* », OCDE, mars 1995, ou « *Foreign Direct Investment in China* », OCDE, mars 1995.

et des activités de la diaspora et des gens d'affaires chinois, c'est qu'elles sont basées sur des intérêts presque uniquement économiques plutôt que sur un programme politique. Des mini-blocs, comme la Chine élargie, ou des régions d'envergure moyenne, comme l'Asie du Nord, tout en favorisant sans aucun doute le resserrement des liens entre les économies asiatiques, sont avant tout des instruments de promotion des intérêts économiques, promotion qui se fait par l'entremise de l'exploitation de diverses dotations factorielles (terres, main-d'oeuvre, capital et esprit d'entreprise). La restructuration économique qui se poursuit dans les NPI dirige naturellement l'attention des entreprises de ces pays vers les possibilités offertes par leurs voisins moins développés où la main-d'oeuvre est abondante; dans le cas de l'Asie du Nord, la Chine constitue un tel voisin.

Peut-être parce que ce phénomène de l'intégration infrarégionale est généralement considéré comme l'aboutissement naturel de l'interaction des forces du marché et parce que les dirigeants des pays asiatiques croient pouvoir en retirer des retombées concrètes, la poursuite de l'intégration est vue d'un oeil plutôt positif. Les retombées comprennent l'emploi et le transfert technologique, des apports plus importants d'investissement étranger et le développement accru de l'infrastructure. Une plus grande interdépendance économique au niveau infrarégional pourrait également constituer un pas vers une intégration éventuelle plus prononcée. De plus, à mesure que l'infrastructure, l'industrie et l'emploi des sous-régions vont se développer, les effets du développement économique pourraient s'étendre.

Alors que les économies de l'Asie s'efforcent, en plus grand nombre, d'attirer l'investissement étranger direct pour favoriser leur développement économique, la concurrence plus vive qui s'ensuit pourrait entraîner la création de zones économiques infrarégionales plus nombreuses alors que diverses entités économiques tentent d'intéresser les investisseurs au maximum. Pour le moment, il est difficile de déterminer si cette concurrence deviendra un facteur qui nuira à l'intégration de la région ou si elle donnera lieu à une plus grande spécialisation parmi les zones infrarégionales.

5. Facteurs limitant l'intégration

5.1 Japon

Les relations commerciales du Japon à l'échelle internationale sont dominées par deux facteurs : le manque de richesses naturelles de ce pays et le souvenir de son rôle dans la Seconde Guerre mondiale. Bien qu'il existe une alliance étroite entre le Japon et les États-Unis depuis la guerre, la tension entre ces deux puissances s'est accrue depuis le début des années 80 pour deux raisons. Premièrement, les États-Unis considèrent que le rôle qu'assume le Japon pour le maintien de la sécurité mondiale

n'est pas proportionné à sa puissance économique. Pour modifier cette impression, le Japon a contribué des sommes importantes à l'effort militaire lors de la guerre du Golfe, il a permis à ses troupes de prendre part à des activités à l'étranger, à l'arrière du front, dans le cadre de la mission des Nations Unies au Cambodge et il a régulièrement augmenté les sommes qu'il verse en aide à l'étranger.

Deuxièmement, il y a un déséquilibre commercial persistant entre le Japon et les États-Unis. Le Japon a volontairement limité ses exportations et ouvert davantage ses marchés, mais ces mesures n'ont donné lieu qu'à une légère réduction du déficit commercial des États-Unis à son endroit. L'attention s'est donc portée plus particulièrement sur les entraves « structurelles » à l'importation de produits au Japon. Le Japon et les États-Unis ont amorcé des négociations portant sur ces obstacles ainsi que sur le déficit budgétaire des États-Unis et sur la faiblesse du taux d'épargne. À la suite de ces négociations, le gouvernement japonais s'est engagé à ouvrir ses marchés et à stimuler son économie et le gouvernement américain, à tenter de réduire son déficit budgétaire, notamment par l'application de l'accord de juillet 1993 visant à établir les grandes lignes d'un nouveau partenariat économique entre les deux pays. Cet accord a donné lieu à plusieurs ententes d'ouverture de marchés pour des secteurs précis.

En ce qui a trait à ses relations économiques internationales, le Japon continuera d'accorder la priorité à ses liens avec les États-Unis dans un avenir prévisible. De ce fait, il s'abstiendra de prendre la tête de tout mouvement visant à constituer une forme de marché commun des pays d'Asie. Il continuera de travailler de façon active et soutenue à accroître l'interdépendance économique des pays de l'Asie du Nord afin de profiter des retombées positives résultant de la libération des forces du marché en Chine et, éventuellement, en Russie.

Le fait que le Japon se soit rangé du côté des États-Unis et dans le camp occidental durant la guerre froide a nui au développement de liens avec la Chine et l'ancienne Union soviétique. Les rapports entre le Japon et la Chine, et plus particulièrement les liens économiques, se sont améliorés progressivement depuis le rétablissement des relations diplomatiques en 1972, la seule ombre au tableau étant l'interruption temporaire de l'aide fournie au cours de l'année suivant le massacre de Tiananmen. Le Japon a renoué les liens assez rapidement après cet événement en arguant que la stabilité de la Chine influe positivement sur l'équilibre régional et sur la sécurité (sans parler des profits!) du Japon. Les relations du Japon avec la Russie se sont améliorées. Bien que l'on avance souvent que le conflit non résolu touchant les Kouriles constitue un obstacle à une amélioration significative ou à la normalisation des relations entre les deux pays, il est probable que le Japon chercherait davantage à promouvoir les échanges commerciaux avec la Russie et à inciter les entreprises japonaises à y investir si la situation politique se stabilisait et si d'autres réformes

axées sur le marché étaient mises en oeuvre dans ce pays. Il demeure toutefois que les relations entre le Japon et la Russie ne seront probablement pas pleinement rétablies tant que la querelle territoriale ne sera pas réglée.

Bien que le Japon soit considéré comme un modèle de développement économique par la plupart des pays de l'Asie du Nord et du Sud-Est, les raisons qu'invoquent les Japonais pour établir des liens commerciaux avec ces pays et y faire des investissements sont souvent scrutées tant par les résidents que par les gouvernements concernés. Le fait que les agents de la « Japon Inc. » soient perçus comme étant intraitables et qu'il subsiste encore des souvenirs du programme d'expansion du Japon avant 1945 a occasionnellement provoqué des réactions hostiles dans des pays tels que la Corée et la Chine.

Les exportations japonaises de biens et de services sont encore dominées par les expéditions de produits manufacturés (63 % en 1992). Ces produits constituent également une part toujours croissante des importations⁴¹. Bien que le commerce avec les pays de l'Asie du Nord se soit accru en termes absolus et, dans une moindre mesure, en termes relatifs, le volume des exportations du Japon vers ces marchés a généralement augmenté plus rapidement que celui de ses importations. Même s'il a réduit ses barrières tarifaires et non tarifaires et pris des mesures visant à stimuler l'importation, le Japon se fait toujours presser par les pays occidentaux et ses partenaires commerciaux asiatiques d'accroître son volume d'importations. L'important excédent commercial dont jouit le Japon depuis longtemps ne signifie pas nécessairement que ses marchés sont indûment protégés; toutefois, la persistance des déficits commerciaux et le fait que les pays de l'Asie du Nord ont l'impression qu'ils sont incapables de surmonter les barrières qui protègent les marchés japonais pourraient engendrer des frictions susceptibles d'entraver toute initiative d'intégration plus poussée des économies en Asie du Nord.

En outre, il y a relativement peu d'investissements étrangers directs au Japon. De 1981 à 1986, le Japon a reçu 0,8 % de l'ensemble des investissements étrangers directs réalisés à l'échelle mondiale⁴² et, depuis 1987, sa part est tombée à 0,1 % par année. Ces pourcentages peu élevés sont probablement en rapport avec le faible taux de pénétration des importations sur les marchés japonais. Si les entreprises multinationales sont portées à investir dans un pays où il leur est difficile d'écouler leurs produits en raison des barrières commerciales parce qu'un tel investissement

⁴¹ Néanmoins, les importations du Japon ne représentent que 3,2 % du PIB, soit moins de la moitié de la proportion moyenne de 7,3 % établie pour le reste des pays du G-7. Voir le FMI, *Direction of Trade Statistics*, et la Banque mondiale, *The World Tables*, 1994.

⁴² U.N./CTC, *World Investment Report*, 1993.

permet des échanges entre entreprises, il apparaît alors, dans la mesure où les filiales étrangères font effectivement des échanges avec les entreprises mères, le niveau peu élevé des IED signifie que le volume des exportations des entreprises étrangères vers leurs filiales au Japon est moins élevé qu'il pourrait l'être. Une des cinq séries de questions qui seront traitées lors des discussions de base entre les États-Unis et le Japon a trait à la compétitivité et à la nécessité d'une réforme de la réglementation japonaise. Plus précisément, les négociations portent sur les obstacles qui freinent la participation étrangère à l'économie japonaise et qui sont érigés par les lois, les règlements, les pratiques administratives et les politiques en matière de concurrence du Japon. L'ouverture de l'économie japonaise prendra du temps, ce qui limitera, entre autres, la possibilité d'une intégration économique plus complète en Asie du Nord.

5.2 Corée

Plusieurs facteurs pourraient influencer sur la possibilité d'établir des liens économiques plus étroits entre la Corée et l'Asie du Nord. Dans le passé, les rapports de la Corée avec les autres pays de l'Asie du Nord n'ont pas été cordiaux. La Chine était considérée comme une menace à l'indépendance de la péninsule coréenne et ce n'est que récemment que la Corée a établi des relations diplomatiques avec ce pays. Par suite de ce revirement diplomatique, Taiwan a rompu ses relations avec la Corée et a annoncé que tous les avantages commerciaux et économiques qui avaient été accordés à la Corée seraient graduellement supprimés. Par ailleurs, l'occupation japonaise de la Corée de 1910 à 1945 a créé une animosité qui persiste encore aujourd'hui. Les préoccupations suscitées par les investissements spécifiquement japonais ont apparemment été une des causes de la lenteur relative de la libéralisation du régime d'investissements étrangers de la Corée.

Bien que la Corée ait éliminé une bonne partie des restrictions à l'importation, des barrières plus subtiles ont effectivement empêché une plus grande libéralisation. Il semble que des biens de secteurs comme l'agriculture, les produits de beauté, les produits chimiques et les produits électroniques n'ont pas été admis au pays parce qu'ils ne satisfaisaient pas aux normes établies, aux essais ou aux exigences en matière d'étiquetage et de certification. Si la Corée continue d'imposer de telles restrictions, ses liens économiques avec ses voisins de l'Asie du Nord en souffriront.

Outre les barrières précitées, la Corée a aussi entrepris plusieurs « campagnes de frugalité » au cours des dernières années en vue de freiner les importations et la consommation d'articles de luxe. Le gouvernement a toujours nié avoir participé à ces campagnes, et affirme que les activités visant à freiner les importations sont des initiatives locales ayant pour but de réduire à la fois la consommation ostentatoire et la dette extérieure de la Corée.

En dépit de ces obstacles, les liens de la Corée avec les autres pays de l'Asie du Nord se trouvent quand même resserrés sous l'effet de plusieurs facteurs. La restructuration économique de la Corée a donné lieu à des investissements directs vers des pays d'Asie de l'Est et, plus récemment, vers la Chine, ce qui a raffermi les liens économiques entre ces pays et la Corée. Les investissements directs de la Corée en Asie demeurent surtout concentrés dans les industries à forte intensité de main-d'oeuvre.

La position de la Corée face à l'ALENA et à d'autres groupements régionaux est aussi un facteur important. Le gouvernement coréen demeure préoccupé par le protectionnisme croissant du système de commerce mondial et par l'émergence d'ententes commerciales régionales. Si la Corée ne semble pas en faveur d'une intégration régionale officielle à l'intérieur de l'Asie de l'Est ou de l'Asie du Nord à l'exclusion d'autres liens, il apparaît qu'elle cherche à promouvoir une entente de coopération économique dans la région afin de demeurer compétitive. La stratégie de développement de la Corée semble s'appuyer, entre autres, sur un accroissement des investissements coréens dans les pays membres de l'ALENA et de l'UE ainsi qu'en Chine.

5.3 Taiwan

L'union économique de Taiwan avec d'autres pays de l'Asie du Nord et/ou de l'Est doit être considérée en fonction de plusieurs facteurs macro-économiques importants et d'éléments liés aux politiques établies. Premièrement, Taiwan a grandement facilité l'accès à son économie, mais d'importantes barrières à l'importation subsistent. Le secteur de l'agriculture et certaines industries manufacturières font toujours l'objet de mesures très protectionnistes. Taiwan maintient l'interdiction d'importer 242 catégories de produits. L'imposition de droits de douane, le système d'octroi des licences d'importation, les normes restrictives (particulièrement pour les produits agricoles) et l'absence de mesures de protection de la propriété intellectuelle continuent de faire obstacle à l'importation. En outre, le gouvernement continue de jouer un rôle dominant dans des secteurs tels que l'énergie et les télécommunications. Il tient aussi une liste des industries ne pouvant pas faire l'objet d'investissements étrangers.

Ces barrières nuisent à une plus grande intégration économique de Taiwan en Asie du Nord. Des faits récents indiquent toutefois que Taiwan va vraisemblablement libéraliser les échanges et les investissements dans le cadre de sa stratégie globale de développement et de croissance soutenus. Les inquiétudes causées par les niveaux décroissants de l'investissement intérieur et étranger ont incité les autorités taïwanaises à prendre des mesures particulières afin d'attirer les investisseurs. Ainsi, en mai 1992, les démarches liées à la présentation d'une demande d'investissement

ont été simplifiées, et le délai de traitement des demandes a été considérablement réduit, tant pour ce qui est des investissements étrangers au pays que pour les investissements taïwanais à l'étranger. De plus, les autorités de Taiwan ont constitué un fonds d'environ 10 milliards de dollars US servant à accorder des prêts à faible intérêt, en devises étrangères, en vue d'encourager les entreprises locales à acquérir des biens d'équipement étrangers et des technologies d'avant garde. On s'attend à un nouvel abaissement des barrières commerciales une fois que les négociations en vue de l'accession de Taiwan à l'OMC seront terminées.

La crainte d'être isolée et le désir de consolider son rôle dans la négociation de toute entente commerciale future en Asie ont incité Taiwan à surmonter discrètement un grand nombre des mesures officielles faisant obstacle au commerce et à l'investissement entre elle et la Chine. Des représentants de la Chine et de Taiwan se sont rencontrés à Singapour en avril 1993 afin d'entamer la première série de discussions sérieuses portant sur des questions politiques et économiques. Toujours en raison de sa préoccupation de ne pas être victime d'isolement, Taiwan est devenue membre de l'APEC, avec la Chine et Hong Kong, sous le nom de « Taipei de Chine ».

Les hauts fonctionnaires taïwanais appréhendent une domination économique japonaise. Des inquiétudes récentes concernant le déséquilibre de la balance commerciale bilatérale avec le Japon les ont poussé à souligner l'importance d'entretenir des relations commerciales avec les États-Unis et l'UE.

5.4 Hong Kong

Important centre financier et commercial dans la région, Hong Kong joue un rôle essentiel dans les secteurs des banques, de l'investissement, du transport et des communications. Les échanges et les investissements de plus en plus nombreux entre Hong Kong et la Chine à la suite de la mise en oeuvre de réformes économiques en Chine ont entraîné l'élimination d'une grande partie des barrières commerciales entre les deux États. Hong Kong et la Chine sont maintenant unis si étroitement par une multitude d'investissements bilatéraux que la fusion de leurs deux économies est déjà bien amorcée. Un consortium d'investissement, composé de membres de Hong Kong, de Singapour et de Taiwan et de représentants de divers ministères chinois, a été formé à Hong Kong. Néanmoins, comme il subsiste des incertitudes au sujet de l'avenir économique de Hong Kong après 1997, il est difficile de déterminer jusqu'à quel point une plus grande intégration de l'économie de Hong Kong à celles de Taiwan, de la Corée et du Japon est possible.

5.5 Chine

Divers facteurs politiques et économiques pourraient influencer sur la possibilité d'une plus grande intégration de l'économie de la Chine à celles d'autres pays de l'Asie. La Chine doit surmonter sa tendance à l'isolement lorsqu'elle fait face à des pressions politiques ou économiques. De plus, les tensions qui existent entre la Chine et le Japon, dont plusieurs découlent de questions non résolues depuis la Seconde Guerre mondiale, continuent de nuire au développement de relations bilatérales entre ces deux pays.

L'économie chinoise se trouve à un tournant décisif. Sa croissance économique semble devoir se poursuivre à un rythme rapide et soutenu d'ici à la fin de la décennie, mais il y a quand même plusieurs risques possibles. La tendance à la libéralisation de l'économie se maintiendra. Néanmoins, la Chine demeure aux prises avec les problèmes résultant de ce que son économie est à la fois non marchande et peu développée. Cela inclut notamment un secteur public en mauvais état, un déficit budgétaire qui augmente rapidement, une infrastructure inadéquate, une disparité régionale qui s'accroît et la perspective d'avoir à s'attaquer à la question du chômage, qui est répandu tant dans les régions rurales qu'urbaines. À cela vient s'ajouter un climat d'incertitude concernant l'avenir politique de la Chine à moyen terme.

Ces dilemmes structurels et politiques ont des répercussions sur l'interaction et l'interdépendance économiques croissantes de la Chine avec ses voisins de l'Asie du Nord, avec l'ensemble de la communauté asiatique et à l'égard de l'économie mondiale. Faute de s'attaquer aux problèmes économiques précités (par exemple la réforme du secteur public), la Chine verra sa croissance économique diminuer, ce qui ralentira le rythme auquel l'intégration économique de l'Asie du Nord pourra se réaliser.

Le processus de réforme qui a été mis en train en Chine semble avoir pour objet la libéralisation du commerce multilatéral plutôt que l'adhésion à des ententes régionales. Bien que les liens économiques avec Taiwan et Hong Kong soient particulièrement solides, et que ceux qui ont été noués avec le Japon et la Corée prennent rapidement plus d'importance, les négociations portant sur la demande d'accession de la Chine à l'OMC et les relations bilatérales avec les États-Unis (principal marché d'exportation de la Chine) auront une incidence déterminante sur l'allure à laquelle se feront la libéralisation des échanges et des investissements et les réformes en Chine. Étant donné que l'économie chinoise dépend de l'exportation de produits de consommation aux pays développés et que la Chine a besoin des capitaux d'investissement de ces pays, il est probable que celle-ci ne cherchera pas à établir des relations exclusivement avec des pays asiatiques.

5.6 Russie

Les perspectives d'un accroissement des échanges commerciaux entre la Russie et les pays d'Asie du Nord, particulièrement le Japon, s'amélioreraient si les réformes économiques entreprises jusqu'à présent étaient consolidées et si le programme de réforme économique était mené activement en Russie. Par exemple, le gouvernement devra améliorer le cadre dans lequel les entreprises peuvent effectuer des transactions commerciales avec d'autres pays. Toutefois, pour qu'il puisse y avoir des progrès dans ce domaine, il faut que la nécessité d'effectuer des réformes favorisant le jeu des forces du marché fasse l'objet d'un plus vaste consensus politique. La Russie devra aussi améliorer sa stabilité politique si elle désire attirer plus de partenaires commerciaux et d'investisseurs.

Des problèmes macro-économiques persistants continuent d'entraver la production de certains biens et services, ce qui entraîne une diminution du volume des exportations et freine les investissements étrangers. En même temps, les exportations de certains biens ont augmenté par suite d'une baisse de la demande intérieure. Il convient toutefois de noter que le commerce de certains produits (notamment les carburants, le bois d'oeuvre et les métaux) doit se faire par l'intermédiaire d'un agent autorisé qui doit détenir une licence délivrée par le ministère des Relations économiques extérieures. Les fluctuations des taxes et des droits de douane de même que l'évolution continue des lois commerciales ont créé de la confusion chez les commerçants et les investisseurs étrangers.

L'instabilité de l'économie russe est le principal obstacle aux investissements étrangers. Les formalités administratives de ce pays peuvent s'avérer déroutantes et pénibles pour les investisseurs (les initiatives de grande envergure doivent être enregistrées auprès du gouvernement) et le pouvoir discrétionnaire des fonctionnaires est souvent exercé de façon inconstante. Les exportateurs russes, y compris ceux qui participent à des entreprises conjointes avec des partenaires étrangers, doivent céder 50 % de tout gain en devises fortes. Le concept, la définition et les modalités de délégation des droits de propriété sont encore en cours d'élaboration en vue de faire l'objet d'une loi. Les investisseurs sont toujours préoccupés par l'absence de mesures de protection de la propriété. La criminalité et la corruption dans le monde des affaires sont des problèmes de plus en plus répandus. Compte tenu des importantes difficultés économiques que connaît la Russie et du fait que ce pays entretient des liens économiques surtout avec l'Europe, il apparaît peu probable que la région russe en bordure du Pacifique contribuera de façon importante à intensifier l'intégration économique de l'Asie du Nord dans un avenir rapproché.

● Extrême-Orient russe

Avant l'éclatement de l'URSS, l'Extrême-Orient russe (EOR) bénéficiait d'un transfert net de ressources pour financer les activités militaires dans la région, la production du matériel militaire et les approvisionnements en minerai, en combustible et en sources d'énergie requis par les entreprises d'État. La présence militaire dans la région soutenait une bonne partie de l'activité économique. Par conséquent, la dissolution de l'URSS a eu des effets négatifs sur l'économie de la région. Les changements qui se sont produits dans la structure des prix, particulièrement dans le cas du combustible, des céréales et des matières premières que la région importe, ont nui aux termes de l'échange de la région. Les travailleurs spécialisés et qualifiés qui ont des relations en Russie européenne ont apparemment quitté la région en grand nombre⁴³.

En tant que composante de l'URSS, l'EOR entretenait des liens avec les républiques de l'Asie centrale soviétique, qui constituaient des débouchés importants à l'exportation pour ses produits et des fournisseurs d'intrants et de biens de consommation. L'affaiblissement de ces liens a forcé les autorités régionales à considérer d'autres stratégies de développement économique, notamment à mettre davantage l'accent sur le commerce extérieur. De tels plans requièrent nécessairement une plus grande interaction avec le reste du monde, peut-être au détriment des liens avec le reste de la Russie. Il semble de plus en plus que l'EOR cherchera d'abord à attirer les investissements étrangers directs qui permettront de développer et de transformer les richesses naturelles de la région, de produire des biens exportables et d'aider à l'élaboration d'une infrastructure de base. Par suite du déclin récent de l'économie russe, la région fait face à des pénuries, ce qui, en retour, a ouvert des débouchés aux petits producteurs et commerçants privés. Toutefois, comme la situation politique et économique demeure instable en Russie, l'EOR a attiré les investisseurs et les commerçants à la recherche d'un rendement rapide de leurs investissements plutôt que ceux qui sont prêts à investir à long terme dans des projets d'exploitation des ressources.

Moscou semble vouloir améliorer ses relations avec ses voisins de la région Asie-Pacifique. Néanmoins, en dépit d'un certain accroissement de l'interaction économique entre l'EOR et les pays environnants, particulièrement la Chine par suite d'une expansion rapide du commerce frontalier, les autorités locales mettent en doute les motifs de Moscou⁴⁴. Elles ont l'impression que Moscou pourrait chercher à limiter

⁴³ Voir Won Bae Kim, « *Sino-Russian Relations and Chinese Workers in the Russian Far East : A Porous Border* », dans *Asian Survey*, Berkeley, Ca, vol. XXXIV, n° 12, décembre 1994.

⁴⁴ Voir John Stephan, « *The Russian Far East* », dans *Current History*, octobre 1994.

leurs contacts avec les représentants des pays voisins et s'appropriier une partie des fonds provenant de l'exploitation des ressources de l'EOR, ce qui nuirait au développement régional. Il est possible que ces divergences avec la Russie, aux niveaux central et local, fassent obstacle à une interaction accrue avec les pays voisins de l'Asie du Nord.

5.7 Politiques nationales et intégration

Le resserrement des liens entre les pays de l'Asie du Nord est essentiellement attribuable à la croissance économique rapide et à la réforme structurelle. Toute tentative d'intégration sera ralentie par des obstacles physiques à la croissance économique, tels qu'une infrastructure inadéquate et des barrières aux échanges et aux investissements non encore abolies, ainsi que par des obstacles politiques.

Les trois NPI de la région devront franchir plusieurs obstacles politiques et économiques importants dans un avenir rapproché. Hong Kong constitue depuis longtemps un lieu d'échanges et d'investissements en Asie. Son avenir dépend de la façon dont se réalisera son unification avec la Chine continentale avant et après 1997. La sortie de Hong Kong des ressources humaines et financières au cours des dernières années est un indice de l'incertitude qui prévaut quant à l'avenir du Territoire. L'avenir économique de Taiwan est, lui aussi, lié à celui de la Chine continentale. Cette dernière constitue déjà une zone économique importante pour les industries de main-d'oeuvre de Taiwan ainsi qu'un débouché pour les investissements étrangers. Les relations politiques entre les deux pays auront une incidence sur leurs chances d'une croissance économique soutenue. La Corée doit aussi surmonter d'importants obstacles empêchant son intégration régionale. Bien que la Corée reconnaisse maintenant l'importance d'un réseau d'échanges et d'investissements avec le reste de l'Asie du Nord, les autorités coréennes hésitent à exposer des secteurs clés de l'économie aux influences étrangères. Le gouvernement coréen n'a pas tellement progressé pour ce qui est de libéraliser son régime d'investissement étranger et continue de protéger le rôle de ses entreprises d'État.

Bien que la Chine présente de bonnes perspectives économiques, elle devra régler plusieurs problèmes économiques et politiques, probablement d'ici la fin du siècle. Elle se révélera probablement le principal élément stabilisateur ou déstabilisateur dans la région. En raison de l'application du programme de réforme, de la politique d'ouverture et de la croissance économique rapide de la Chine au cours des 10 à 15 dernières années, l'économie chinoise dépend de plus en plus de celles des autres pays de l'Asie du Nord. La Chine ne constitue pas encore une force stable dans la région à cause de ses problèmes économiques et politiques internes, et de la transition incomplète à l'échelon de ses dirigeants. Il reste à voir si l'on y continuera d'accorder de plus en plus d'importance aux forces du marché pour la répartition des

ressources et, particulièrement, si cette importance sera étendue au secteur industriel de l'État. Enfin, il reste à voir si on y continuera de favoriser une plus grande ouverture de l'économie.

6. Questions d'énergie et d'environnement influant sur l'intégration

La croissance économique rapide qu'ont connue les pays d'Asie du Nord s'est accompagnée d'un accroissement concomitant de la demande d'énergie dans la région. Les besoins totaux en énergie des pays asiatiques examinés dans le présent document se sont accrus en moyenne de 4,7 % par an durant les années 80 (voir tableau 6.1). C'est à peu près le double du taux d'accroissement moyen observé dans les pays développés. Il n'est donc pas surprenant que l'obtention d'approvisionnements énergétiques stables et d'une capacité de production adéquate soit considérée comme une condition nécessaire à tout développement économique durable. Des approvisionnements insuffisants en énergie en Chine ont déjà commencé à menacer la croissance économique de ce pays. Les raisons qui pourraient inciter à craindre des pénuries futures d'énergie sont le manque de ressources énergétiques dans certains pays (p. ex., au Japon), la rareté des capitaux et des technologies appropriées et l'inefficacité des systèmes de production et de distribution d'énergie en vigueur dans d'autres pays (p. ex., en Chine). Les statistiques sur la production et la consommation d'énergie sont présentées au tableau 6.2.

Tableau 6.1
Asie du Nord--Consommation énergétique totale
(Millions de tonnes métriques équivalent pétrole)

Pays	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	Moy.
Japon	334	359	360	364	366	393	407	428	
Chine	460	498	540	568	594	619	637	633	
Hong Kong	7	7	8	9	10	10	11	10	
Taiwan	30	31	33	36	38	42	44	46	
Corée	47	51	55	60	66	74	80	92	
Total	878	946	996	1037	1074	1138	1179	1209	
Variation en %		8	5	4	4	6	4	3	5

Source : OECD, "Bilans énergétiques des pays de l'OCDE", 1990, et "Bilans énergétiques des pays non-membres de l'OCDE", 1990.

Tableau 6.2
Asie du Nord -- Consommation et production d'énergie en 1990 par pays
(Milliers de tonnes équivalent pétrole)

Pays		Pétrole & produits pétroliers	Charbon	Gaz naturel	Énergie nucléaire	Hydro-électricité & Autres
Japon	Production	690	5770	1770	47660	8860
	Consommation	288510	73240	40510	47550	8860
Chine	Production	140796	529143	12494	na	9503
	Consommation	112897	498092	12494	na	9503
Hong Kong	Production	0	0	0	0	0
	Consommation	4689	5701	0	0	0
Taiwan	Production	118	486	1138	7388	575
	Consommation	21377	11617	1142	7388	575
Corée	Production	0	9561	0	12344	395
	Consommation	40024	24505	2630	12344	395

Source : OCDE, <Bilans énergétiques des pays de l'OCDE>, et <Bilans énergétiques des pays non-membres de l'OCDE>.

6.1 Politiques énergétiques

Malgré des différences entre les ressources énergétiques dont ils sont dotés et entre leur niveau de développement, le Japon et les NPI examinés dans le présent document ont à peu près les mêmes objectifs de base dans ce domaine, lesquels consistent notamment à diversifier les sources de pétrole brut importé et réduire la dépendance à l'égard des importations du Moyen-Orient, à trouver des sources d'énergie de remplacement, ainsi qu'à adopter des mesures de conservation de l'énergie et à accroître l'efficacité des installations de production et de distribution d'énergie existantes. Ces politiques reflètent l'élévation soudaine des prix du pétrole observée dans les années 70. Le deuxième et le troisième objectifs s'appliqueraient aussi à la Chine.

La poursuite de ces objectifs a eu deux grandes conséquences. La volonté des pays asiatiques réduire leurs dépendances respectives à l'égard du pétrole du Moyen-Orient a mené à un accroissement du volume des échanges commerciaux intra-asiatiques de pétrole brut et de produits du pétrole. Le Japon, la Corée et Taiwan se sont tournés de plus en plus vers l'Indonésie, la Malaisie et la Chine pour obtenir ces marchandises. La poursuite de ces objectifs a aussi mené à une intensification des

efforts déployés pour développer des sources d'énergie de remplacement comme le charbon, le gaz naturel, l'hydro-électricité et l'énergie nucléaire.

Ces efforts n'ont été que partiellement couronnés de succès. Qui plus est, en Chine, la croissance économique continue d'excéder le développement des sources d'énergie. Comme le développement des ressources énergétiques nécessite habituellement des investissements importants, des techniques de plus en plus avancées et de longs délais d'exécution, et comme le fait de pouvoir compter sur une demande stable devrait amener les fournisseurs d'énergie à accroître l'offre, la coopération régionale dans le domaine du développement énergétique devrait s'intensifier au cours des prochaines décennies⁴⁵. Nous devrions observer ce phénomène en Chine d'abord, puis en Russie.

Le gouvernement japonais s'est joint au secteur privé dans un programme de développement des technologies énergétiques. Un organisme mixte regroupant des gens du secteur privé et des représentants du secteur public, appelé Organisation de développement des énergies nouvelles (ODEN), a été créé dans le but de veiller à ce que l'approche adoptée à l'égard du développement des technologies énergétiques et de la promotion du commerce soit cohérente et intégrée. Cette coopération entre les secteurs privé et public s'est avérée un moyen efficace pour commercialiser les technologies énergétiques et développer des marchés d'exportation. La stratégie japonaise a été de coordonner les programmes qui avaient des objectifs différents de manière à ce qu'ils se renforcent mutuellement.

L'ODEN s'occupe de la recherche et du développement dans le domaine des technologies applicables aux énergies renouvelables. Le ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur (le MITI) est chargé de développer des sources d'approvisionnement en énergies de remplacement et de repérer les nouvelles technologies applicables dans ce domaine pour le secteur privé. L'Agence japonaise de coopération internationale (AJCI) s'occupe de la coopération avec les pays en développement et de l'aide technique et des subventions données à ces pays. Le Fonds pour la coopération économique d'outremer du Japon (FCEOJ) favorise les exportations de matériel japonais d'exploitation des ressources énergétiques en offrant du financement à des conditions de faveur. Les subventions, les crédits mixtes et les prêts assortis de conditions de faveur deviennent de plus en plus importants dans le

⁴⁵ Pour plus de détails sur ce sujet, consulter Tsuyoshi Okamoto, *Energy Policies of the East Asian NICs and ASEAN Countries and the Role of Japan and the United States*, Harvard University Press, 1987.

système de soumission pour des contrats en vigueur en Asie⁴⁶. Le Japon est en train de bien se placer pour relever le défi de l'énergie, et ce faisant, est en train d'accroître sa présence en Asie du Nord.

6.2 Environnement et possibilités

À l'exception peut-être du Japon, les gouvernements des pays de la région n'ont que récemment commencé à prêter attention aux questions d'environnement. Les pays à l'étude ont été beaucoup plus préoccupés par le développement économique que par les questions ayant trait à la protection de l'environnement. En général, les règlements et les normes en matière d'environnement en vigueur dans ces pays n'étaient pas sévères ou n'étaient pas appliqués de façon rigoureuse.

Ces dernières années, toutefois, la protection de l'environnement et le développement d'une infrastructure environnementale ont fait l'objet de beaucoup d'attention de la part de ces gouvernements pour un certain nombre de raisons. L'urbanisation et le développement économique rapides que ces pays ont connus ont causé des dommages importants à leurs environnements respectifs. La qualité de l'air et celle de l'eau ont été les plus affectées. Les problèmes communs incluent le traitement des eaux usées, les déchets industriels et la pollution de l'air. De plus, à cause des problèmes environnementaux qui ont des effets à l'échelle internationale, comme le réchauffement climatique et la gestion des ressources marines, la région est forcée d'accorder plus d'attention à la protection de l'environnement.

Les pressions tant intérieures qu'internationales obligent les gouvernements de ces pays à élaborer des politiques générales cohérentes qui incluent la protection de l'environnement et à consacrer des fonds pour faire observer les règlements. Les autorités de ces pays doivent en venir à intégrer la gestion de l'environnement dans toute restructuration industrielle ou réforme économique. À court terme, l'objectif de la promotion de la croissance économique et de l'élévation des niveaux de vie n'est peut-être pas toujours compatible avec celui de la protection de l'environnement, et les gouvernements ont souvent des choix difficiles à faire quand ils veulent les réaliser en même temps. Néanmoins, à long terme, ces objectifs se complètent mutuellement. La formulation de ces politiques, normes et règlements a mené au développement de marchés de matériel, de technologies et de services reliés à la protection de l'environnement et à la réduction de la pollution.

⁴⁶ Département du Commerce des États-Unis, *A Competitive Assessment of the U.S. Renewable Energy Equipment Industry*, Washington, décembre 1994.

Actuellement, le Japon est probablement le pays qui vend le plus de matériel de lutte contre la pollution aux pays de la région. Sa force comme fournisseur de produits de protection de l'environnement semble basée sur la présence dans le marché et le financement. La présence dans le marché permet aux entreprises japonaises de nouer des relations avec les décideurs locaux et de leur présenter la technologie et les produits japonais. Même si le FCEOJ n'assortit plus le financement qu'il consent à des conditions spéciales, les entreprises japonaises jouiraient encore d'une certaine préférence dans l'adjudication des contrats financés au moyen de ses prêts, en particulier au plan des études de faisabilité.

6.3 Conséquences pour la région

L'énergie et l'environnement ont un rapport certain avec la question de l'intégration économique des pays d'Asie du Nord. La croissance économique a été la cause première de l'intensification de l'interdépendance économique observée en Asie du Nord. Tout obstacle au maintien de la croissance menace donc le resserrement des liens économiques dans la région⁴⁷. Une infrastructure énergétique et une infrastructure environnementale inadéquates ont déjà commencé à ralentir la croissance économique dans certaines régions de Chine, le pays qui est actuellement le principal moteur de l'expansion économique dans la région. L'infrastructure environnementale, en particulier dans le domaine de la lutte contre la pollution de l'air et de l'eau, n'a pas réussi à maintenir le pas avec le développement à bien des endroits dans la région, et cela pourrait finir par avoir un effet nuisible sur les flux d'investissement étranger. Les pays de la région reconnaissent qu'il est important d'améliorer l'infrastructure énergétique et l'infrastructure environnementale comme moyen d'assurer une croissance économique soutenue. Cette préoccupation à l'égard de l'infrastructure énergétique et de l'infrastructure environnementale continuera de représenter pour le Canada de bonnes occasions d'établir sa présence dans un marché en expansion et, peut-être le cas échéant, de participer dans des projets de coopération interrégionale. Le Canada a des points forts et des points faibles dans ces domaines. Le fait que le Japon recourt de façon aussi vigoureuse au financement à des conditions de faveur et à l'aide au développement pour acquérir des parts de marché pourrait être une source d'inquiétude pour le Canada.

L'amélioration de l'infrastructure énergétique et de l'infrastructure environnementale est un objectif que les pays de la région ont en commun, et la coopération à ce niveau pourrait servir de base à l'établissement de liens plus étroits

⁴⁷ Pour une analyse intéressante et plus détaillée de la question des liens entre le stress environnemental et les questions de sécurité nationale, consulter Robert T. Stranks, *A View of the Forest: Environmental Stress, Violent Conflict and National Security*, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, document du Groupe des politiques n° 95/05 (avril 1995).

entre eux. En outre, comme la plupart des institutions régionales asiatiques ont déjà mis sur pied des groupes de travail chargés d'encourager l'adoption d'une approche coopérative sur les questions d'énergie et d'environnement, la coopération multilatérale dans les domaines de l'énergie et de l'environnement pourrait s'intensifier dans les années à venir.

7. Conséquences pour la politique et les intérêts commerciaux canadiens

On peut interpréter les tendances récentes observées dans les domaines du commerce, de l'investissement et des affaires en Asie et dans ses sous-régions, ce qui comprend l'Asie du Nord et l'Asie de l'Est, de diverses façons. Toutefois, peu importe l'interprétation, il faut reconnaître que l'interdépendance des économies de la région s'intensifiera, que le Japon continuera à jouer un rôle important dans l'activité commerciale de la région, que la Chine compte pour une bonne part du potentiel d'expansion des marchés régionaux et que les États-Unis resteront le marché le plus important pour les produits nord-asiatiques.

L'interdépendance économique en Asie du Nord est en train de se faire à divers niveaux et à divers degrés. Un « bloc » n'est pas en train de se former, mais l'interdépendance économique de cette sous-région augmente, même si la chose se fait plus par défaut que par volonté et relativement plus lentement que ce que les données commerciales pourraient nous laisser entrevoir. Les forces macro-économiques, les décisions commerciales stratégiques, les politiques gouvernementales, le réalisme politique, les facteurs culturels et les considérations de sécurité se conjuguent pour favoriser l'intégration économique des pays de l'Asie du Nord. Facteur plus important, l'intégration est un phénomène naturel alimenté par les forces du marché et par les actions pragmatiques et informelles des secteurs privé et public. La nécessité de rester compétitif par l'exploitation des avantages comparatifs des divers pays en présence semble expliquer en grande partie l'accroissement du commerce intrarégional observé au cours de la dernière décennie. L'impulsion donnée à l'intégration économique en Asie de l'Est et en Asie du Nord vient de la croissance économique rapide des pays de ces régions, en particulier de la Chine. Les relations d'investissement bilatérales et le commerce bilatéral des biens et des services s'élargissent et s'approfondissent, quoique pas encore au détriment des relations économiques de l'Asie du Nord avec le reste du monde, y compris l'Amérique du Nord.

L'interdépendance économique nord-asiatique ne se fonde pas principalement sur les profils interindustriels du commerce, comme c'est le cas dans les pays développés de l'UE. L'intégration se fonde plutôt sur les disparités au niveau du développement économique et résulte d'un processus par lequel les pays plus avancés ont déménagé leur production mature dans les pays moins développés de la région.

Dans le cas de l'Asie du Nord, le Japon et la Corée ont suivi l'exemple de Hong Kong et de Taiwan en tirant avantage des possibilités qui se sont naturellement présentées en Chine en raison du programme de réformes économiques entrepris dans ce pays.

Il semblerait y avoir peu de raison de penser que les pays d'Asie du Nord ressembleront même de loin à un véritable bloc commercial exclusif dans un avenir prévisible. On peut attendre des accroissements du commerce entre les pays de la région, étant donné les taux de croissance observés dans ces pays et l'accroissement concomitant de leur importance dans l'économie mondiale. Les fondements économiques nécessaires à la formation d'un bloc exclusif sont toutefois inexistantes en Asie du Nord. Il existe toujours des obstacles considérables au commerce, à l'investissement et au mouvement du capital. La diversité sociale, politique et économique qu'on retrouve dans la région constitue aussi un obstacle. Le manque d'infrastructures, les problèmes environnementaux et les pénuries de personnel qualifié limitent les perspectives de la région à cet égard.

Comme la région continue de dépendre des États-Unis et d'autres marchés non asiatiques, sa stratégie la plus avantageuse serait d'appuyer le renforcement du système commercial mondial et la libéralisation multilatérale du commerce. Tout plan d'intégration régionale structurée serait probablement considéré comme la deuxième meilleure option, soit comme un choix découlant du fait que ces économies se seraient senties exclues d'autres arrangements régionaux. De plus, tout plan d'intégration régionale engloberait probablement les économies de l'Asie de l'Est, et non seulement celles de l'Asie du Nord.

La viabilité de cette deuxième meilleure stratégie peut être mise en doute. Les difficultés que la plupart des économies asiatiques rencontrent actuellement dans leurs efforts pour pénétrer le marché japonais rendraient improbable que le Japon puisse réalistement ou viablement remplacer les États-Unis et les autres pays occidentaux. En outre, étant donné l'importance que les marchés des États-Unis et de l'UE continuent d'avoir pour le Japon et les autres économies de l'Asie du Nord, le Japon aurait de la difficulté à lier son sort à celui de la région, malgré ses formidables ressources financières et ses grands succès économiques. Le Japon aimerait aussi que les États-Unis maintiennent leur engagement dans la région pour atténuer l'animosité que ses voisins immédiats entretiennent depuis longtemps à son égard.

La principale source d'inquiétude pour de nombreux Canadiens semble être le fait que les entreprises canadiennes ne tirent pas pleinement avantage des possibilités d'investissement, de commerce et de vente qui existent en Asie, et particulièrement en Chine, contrairement aux entreprises japonaises, coréennes, taïwanaises et de Hong Kong qui en profitent au maximum, ce qui fait que les entreprises canadiennes ne seront pas bien placées pour desservir les marchés de consommation de masse en

pleine expansion de la région. Selon de nombreux analystes, il est vital pour la compétitivité à long terme de l'industrie canadienne comme pour nos intérêts et notre politique en matière de commerce que le Canada participe à la transformation constante de la région du monde qui connaît les plus forts taux de croissance. L'Asie est la plaque tournante d'industries comme celles de l'électronique et des machines de toutes sortes, et une source de plus en plus importante de technologies et de produits nouveaux. La capacité de soutenir la concurrence sur les marchés de l'Asie, et surtout de l'Asie du Nord, pourrait être un indice important de la capacité d'une société de réussir à l'étranger. Certaines de nos plus grosses entreprises sont peut-être déjà bien positionnées dans la région, mais nos petites et moyennes entreprises y sont sous-représentées. Sans une présence sur place, les entreprises canadiennes pourraient être privées d'information sur les technologies naissantes, les nouveaux produits et les activités de leurs concurrents. Cela, en plus de réduire la capacité des entreprises canadiennes de soutenir la concurrence en Asie du Nord, pourrait finalement amener les producteurs canadiens à se laisser évincer par les exportations en provenance de cette région.

7.1 Rôle du Japon

En associant expansion du secteur privé, promotion des exportations et aide à l'étranger, le Japon a établi une présence importante dans pratiquement toutes les régions d'Asie. Reste toutefois à savoir si ses efforts constituent une tentative pour dominer la région, une mesure prise pour rester compétitif compte tenu de la nouvelle conjoncture économique intérieure ou tout simplement une bonne stratégie commerciale. Quoiqu'il en soit, le Japon continuera de jouer un rôle de leader dans toutes les régions d'Asie, y compris en Asie du Nord--un rôle qui pourrait être moins bien accepté à long terme par les autres pays d'Asie du Nord qu'ailleurs dans les autres sous-régions asiatiques ou dans les sous-régions asiatiques plus grandes. Le rôle du Japon en Asie du Nord sera limité par l'hostilité et la méfiance que les autres pays de la région manifestent depuis longtemps à son égard, de même que par l'importance économique croissante de la Chine continentale et par l'importance pour la Chine des investisseurs de Hong Kong, de Taiwan et de Corée. Le rôle du Japon pourrait aussi rester limité si les États-Unis maintenaient ou accroissaient leur engagement et le niveau de leur présence dans la région.

Certains s'inquiètent de ce que le Japon utilise ses politiques en matière d'aide et ses activités de promotion du commerce pour bloquer les activités de ses concurrents dans la région, et de ce que les sociétés japonaises transféreront leurs réseaux de fournisseurs (*keiretsu*), qui sont souvent perçus comme des réseaux fermés et difficiles à pénétrer, aux autres pays de la région. Malheureusement, il n'existe pas de données empiriques détaillées permettant de confirmer ou de réfuter cette affirmation.

7.2 Rôle possible pour le Canada

Étant donné les ressources dont la Russie est dotée (forêts, poissons, ressources minérales et combustibles), il est fort possible que les exportations canadiennes devront faire face à une concurrence plus vive de la part des produits russes dans ces secteurs. Toutefois, en examinant les statistiques sur les importations japonaises, on constate que les exportateurs russes et les exportateurs canadiens ne se font actuellement concurrence que dans quelques marchés seulement. Ceux-ci incluraient le poisson congelé, le bois scié et certains produits minéraux non ouvrés⁴⁸. L'intensification de la concurrence exercée par les produits à base de matières premières russes a peut-être été freinée quelque peu dernièrement par les problèmes économiques récents éprouvés par la Russie, mais pourrait bien augmenter si la Russie pouvait arrêter le ralentissement de l'activité économique affiché dans ses secteurs d'exportation.

Le commerce avec l'Asie, et en particulier avec les pays d'Asie du Nord, est important pour le Canada, et il a crû en importance ces dernières années. En 1993, nos exportations vers l'Asie du Nord (qu'on évaluait à 13,7 milliards de dollars CAN) n'ont été dépassées que par nos exportations vers les États-Unis (150,5 milliards de dollars CAN). Cette année-là, nos exportations vers l'Asie du Nord ont représenté 7,3 % de nos exportations totales, ce qui représente une hausse par rapport au chiffre de 6,9 % enregistré en 1985. Nos importations en provenance d'Asie ont excédé nos importations en provenance de n'importe quelle autre région du globe, à l'exception des États-Unis. Les importations canadiennes de produits venant d'Asie du Nord ont totalisé 19,8 milliards de dollars CAN en 1993, ou 11,7 % de nos importations totales, comparativement à 9,6 % en 1985⁴⁹.

Un certain nombre d'entreprises canadiennes ont établi des filiales et des coentreprises en Asie du Nord dans le but d'y faire de l'assemblage à forte intensité de main-d'oeuvre de produits destinés à des marchés situés à l'extérieur de la région. D'autres entreprises canadiennes ont aussi des filiales dans la région qui se livrent,

⁴⁸ Par exemple, entre 1988 et 1993, la Russie a vu sa part du marché japonais du poisson congelé (Code SH 03.03) s'accroître de 1,1 % à 9,5 %, tandis que le Canada a vu la sienne baisser de 7,3 % à 4,9 %. La Russie a aussi réussi à accroître sa part du marché japonais du nickel (Code SH 75.02), pendant que le Canada voyait la sienne baisser de plus de la moitié. Toutefois, le Canada a pu accroître sensiblement sa part du marché du bois scié (Code SH 44.07) durant cette période, tandis que celle de la Russie n'augmentait que légèrement. Tandis que la Russie a réussi à tripler sa part du marché japonais de l'aluminium (Code SH 76.01) pour la porter de 3,2 à 10,4 %, le Canada a vu sa part augmenter que très légèrement. Voir Association japonaise des tarifs douaniers, *Japan Exports and Imports: Commodity by County*, Tokyo (Japon), numéros 93.12/88/12, 1994/1989.

⁴⁹ FMI, *Direction of Trade Statistics*, Washington, 1994.

entre autres activités, à l'extraction de ressources et à la fabrication de produits destinés à la consommation locale qui sont des activités dont on ne peut pas dire exactement qu'elles favorisent les exportations d'un point de vue canadien.

Si l'on suppose que le degré d'interdépendance économique en Asie du Nord continuera d'augmenter, la bonne façon de s'y prendre tant au niveau des décisions commerciales à prendre par les entreprises qu'au niveau des politiques à adopter par le gouvernement serait probablement de viser à accroître la présence du Canada dans la région. Malheureusement, un pays de la taille du Canada ne peut pas essayer d'imiter le Japon, qui a si bien réussi à établir une présence commerciale en Asie. Le fait que les firmes canadiennes ont en Asie une présence moins que souhaitable peut s'expliquer surtout par la structure de l'économie canadienne et par le comportement des entreprises canadiennes plutôt que par les obstacles posés au commerce avec la région. La plupart des firmes canadiennes se sont traditionnellement attachées à pénétrer le marché des États-Unis. L'insistance des firmes canadiennes sur les profits à court terme, le manque de connaissance des débouchés offerts par les marchés de l'Asie du Nord, la complaisance engendrée par la grande taille du marché nord-américain et le fait d'être préoccupées par des marchés ailleurs ont, jusqu'à récemment, réduit l'intérêt pour l'Asie du Nord. Parmi les facteurs régionaux qui peuvent aussi réduire l'intérêt des firmes canadiennes, mentionnons: l'éloignement de ces marchés, le manque de connaissance des pratiques d'affaires locales, les droits de douane et les barrières non tarifaires. De plus, comme on pourrait s'y attendre, la taille relative du Canada fait que les ressources que le gouvernement du Canada peut consacrer à la collecte de renseignements et à la promotion du commerce sont limitées et ne sont pas de l'ampleur de celles que peuvent consacrer le Japon, les États de l'UE ou les États-Unis.

Selon la majorité des analystes, l'établissement d'une forte présence en Asie est vital pour le succès des entreprises canadiennes et la réalisation des objectifs globaux que s'est fixés le Canada pour cette région du monde. Le Canada ne peut se permettre d'ignorer l'importance croissante de ces économies. Le gouvernement du Canada, les gouvernements provinciaux et les entreprises canadiennes doivent jouer un rôle actif en Asie. Il faut inciter les entreprises canadiennes à considérer plus sérieusement les possibilités qu'offre cette région et à les exploiter avec vigueur et patience.

D'autres efforts devraient être déployés pour abaisser les barrières au commerce des biens et des services, réduire les subventions, protéger la propriété intellectuelle et faciliter l'investissement. Il faut annoncer encore plus les produits canadiens dans la région et améliorer la coopération entre les secteurs public et privé. De façon générale, on estime que la visite du premier ministre du Canada en Chine en 1994 a amélioré les relations commerciales sino-canadiennes et fait connaître aux entreprises

canadiennes les débouchés qu'offre ce pays. Un programme de suivi vigoureux doit être mis en oeuvre si le Canada veut profiter au maximum de la visite du premier ministre.

Dans la mesure où les pratiques des gouvernements de l'Asie du Nord désavantagent les fournisseurs canadiens, il pourrait être approprié d'exercer des pressions en faveur d'un changement et de réexaminer les stratégies canadiennes dans une optique pragmatique. Dans la mesure où la justification de l'investissement dans la région se fonde sur les barrières posées aux exportations canadiennes, il pourrait être davantage dans l'intérêt du Canada de tenter d'obtenir l'abaissement de ces barrières que d'encourager les investisseurs canadiens à établir une présence dans la région.

Il est à la fois possible et souhaitable d'intensifier la participation canadienne à l'activité commerciale dynamique et aux institutions économiques naissantes de l'Asie du Nord, surtout au sein de l'APEC -- au fur et à mesure que ce mécanisme deviendra plus structuré. Le Canada devrait poursuivre sa collaboration avec les membres de l'APEC pour garantir qu'ils maintiennent leur orientation vers l'extérieur, surtout en rapport avec la possibilité d'obtenir le libre-échange d'ici l'échéance de 2010/2020 adoptée par les leaders, lors de leur réunion de novembre dernier en Indonésie. Une telle participation, en plus de permettre au Canada d'influencer l'évolution de l'APEC à une étape cruciale de son développement, montrerait que le Canada reconnaît ses importants enjeux économiques en Asie et qu'il entend poursuivre un programme commercial à la fois vaste et proactif.

DOCUMENTS DU GROUPE DES POLITIQUES - POLICY STAFF PAPERS

Récents documents sur des questions économiques et de politique commerciale :
Recent papers on Economic and Trade Policy Issues :

A) DOCUMENTS SUR LA POLITIQUE COMMERCIALE :

1. La mondialisation et la politique officielle au Canada : à la recherche d'une paradigme, par Keith H. Christie. Document n° 93/01 (janvier 1993).* SP19
2. Commerce et protection de l'environnement : comment mettre fin au dialogue de sourds?, par Michael Hart et Sushma Gera. Document n° 92/11 (juin 1992).* SP18
3. La mondialisation : Incidence sur la dynamique du commerce et de l'investissement, par Dennis Seebach. Document n° 93/07 (juin 1993).* SP25
4. Le contrôle des fusions à l'heure de la libéralisation des échanges : convergence ou coopération?, par Nicolas Dimic. Document n° 93/09 (août 1993).* SP27
5. Les consortiums technologiques : le dilemme du prisonnier?, par Rhoda Caldwell. Document n° 93/10 (août 1993).* SP28
6. La durée optimale des brevets dans une économie commercante : matériaux pour l'avenir de la politique commerciale, par I. Prakash Sharma. Document n° 93/12 (octobre 1993).* SP30
7. L'émergence d'une politique commerciale stratégique : chacun pour soi et dieu pour tous, par I. Prakash Sharma et Keith H. Christie. Document n° 93/14 (décembre 1993).* SP32
8. Mesures de conformité et règlement des différends dans les accords environnementaux internationaux : deux poids, deux mesures, par Keith H. Christie. Document n° 93/15 (décembre 1993).* SP33
9. Effets de l'intégration des marchés sur le commerce et la politique commerciale, par James McCormack. Document n° 94/01 (février 1994).* SP35
10. La nouvelle Jérusalem : la mondialisation, la libéralisation du commerce et certaines incidences sur la politique canadienne du travail, par Rob Stranks. Document n° 94/02 (février 1994).* SP36
11. Convergence de la politique de concurrence : les cartels d'exportation, par William Ehrlich et I. Prakash Sharma. Document n° 94/03 (avril 1994).* SP37
12. Programme de diversification du libre-échange au lendemain de l'ALENA et des NCM, par Keith H. Christie. Document n° 94/04 (janvier 1994).* SP38
13. Stratégies mondiales et investissement étranger direct : dimension commerciale et économique au Canada, par Julie Fujimura. Document n° 94/07 (février 1994).* SP41
14. Competition and Trade Policy Interface: Some Issues in Vertical Restraints, par I. Prakash Sharma et Prue Thomson, avec Keith Christie. Document n° 94/11 (décembre 1994). SP45
15. Le libre-échange nord-américain, les subventions et les droits compensateurs: la problématique et les options, par Gilbert Gagné. Document n° 94/13 (juillet 1994).* SP47

16. L'Organisation mondiale du commerce et les programmes environnementaux : Rapprochements dangereux, par Anne McCaskill. Document n° 94/14 (juin 1994). * SP48
17. Condamnés à agir : réflexions sur les régimes antidumping et la politique de concurrence, par Keith H. Christie. Document n° 94/15 (juillet 1994). * SP49
18. Les droits compensateurs et l'environnement : une boîte de Pandore ?, par Rob Stranks. Document n° 94/19 (octobre 1994). * SP53

B) DOCUMENTS SUR LA PROMOTION DU COMMERCE :

1. From a Trading Nation to a Nation of Traders : Towards a Second Century of Trade Development, par Andrew Griffith. Document n° 92/05 (mars 1992). SP12
2. Exportation et création d'emplois, par Morley Martin, Document n° 93/06 (juin 1993). * SP24
3. L'effet des exportations: analyse entrées-sorties de commerce extérieur canadien, par James McCormack. 92/24 (décembre 1994). * SP58

C) DOCUMENTS SUR LE COMMERCE RÉGIONAL ET L'ÉCONOMIE :

1. Les approches particulières : régionalisme et diplomatie économique canadienne, par Keith H. Christie. Document n° 93/08 (mai 1993). * SP26
2. Japon Inc : La maîtrise des principes économiques fondamentaux, par I. Prakash Sharma. Document n° 93/16 (décembre 1993). * SP34
3. Le Canada et les Amériques : nouveaux débouchés et défis, par Conrad Sheck, Colin Robertson, Jamal Khokhar, Nicolas Dimic et Keith Christie. Document n° 94/06 (avril 1994). * SP40
4. La Chine en l'an 2000 : Nature de la croissance et intérêts économiques du Canada, par Steve Lavergne. Document n° 94/10 (mai 1994). * SP44
5. Établissements financiers et entreprises : une relation à la japonaise, par James McCormack. Document n° 94/16 (juillet 1994). * SP50
6. Les blocs économiques régionaux: un fait accompli?, par Julie Fujimura. Document n° 95/01 (février 1995). * SP59
7. Changements de partenaires et partenaires changeants: Tendances des relations économiques régionales du Canada, par Steve Wilson. Document n° 95/02 (mars 1995). * SP60
8. L'intégration économique des pays de l'Asie du Nord: réalité ou illusion?, par Steve Lavergne 95/03 (mars 1995). * SP61



D) AUTRES DOCUMENTS SUR L'ÉCONOMIE :

1. Croissance démographique mondiale et mouvements de population : Conséquences pour les politiques canadiennes, par Michael Shenstone. Document n° 92/07 (avril 1992). * SP14
2. Pour des sanctions efficaces et appropriées, par Jean Prévost. Document n° 93/04 (mars 1993). * SP22
3. L'or noir : Évolution du marché mondial du pétrole et conséquences pour le Canada, par Shusma Gera. Document n° 93/05 (février 1993). * SP23
4. Croissance économique et pays en développement : Bilan de la recherche et éléments d'une politique canadienne, par Rick Mueller. Document n° 94/08 (avril 1994). * SP42
5. L'épée de Damoclès est-elle toujours là? Retour sur la crise de l'endettement des PMA, par Rick Mueller. Document n° 94/09 (mai 1994) * SP43
6. Les sanctions proactives : techniques du passé, vision moderne pour une gestion sans violence, par Dr. Nicholas Tracy. Document n° 94/17 (juin 1994). * SP51
7. A View of the Forest: Environmental Stress, Violent Conflict, and National Security, par Rob Stranks. 95/05 (À paraître) SP63

COMMENTAIRE DU GROUPE DES POLITIQUES

- No. 1 L'Uruguay Round : ses avantages pour les pays en développement, par Robert T. Stranks * (mars 1994).
- No. 2 L'investissement direct à l'étranger et l'emploi intérieur, par Julie Fujimura et Robert T. Stranks * (avril 1994).
- No. 3 Les statistiques sur le commerce et l'investissement conciliables, par James McCormack * (mai 1994).
- No. 4 Les sanctions économiques : une arme à deux tranchants * (mai 1994).
- No. 5 Entrées de capitaux récentes en Amérique latine : Mueller * (août 1994).
- No. 6 Pas encore sortis de Bretton Woods: Déséquilibres et réformes proposées, par James McCormack * (fév 1995)
- No. 7 Veiller au grain: L'impact de la réduction du déficit James McCormack * (mars 1995)
- No. 11 Traders in Tennis Shoes: Derivatives, Volatility, Risk James McCormack * (mai 1995)

* Disponible en français - available in English

DOCS
CA1 EA533 95P03 FRE
Lavergne, Stephen
L'integration economique des pays
de l'Asie du Nord : realite ou
illusion?
43274602

